

# imprecoR

correspondance de presse internationale

bimensuel, n° 55, 8 juillet 1976

30fb, 4ff, 2,5fs

## Portugal

"personne  
ne peut  
faire faire  
la classe  
ouvrière"

ELLE  
FERA  
TAIRE  
EANES





correspondance de presse internationale

N°55 8 juillet 1976

## sommaire

### PORTUGAL

Une victoire fragile  
A. Udry - C. Michaloux page 2

### ITALIE

Après les élections  
L. Maitan page 8

Evolution des rapports de  
force électoraux page 9

### Documents

AO : Une instabilité aiguë page 11

PDUP : Une impasse page 13

LC : Vers un affrontement  
plus dur page 15

Gruppi Comunisti Rivoluzionari page 16

### ESPAGNE

La peur de septembre  
M. Saura page 20

### CHINE

La crise politique chinoise  
Wu page 22

### BOLIVIE

Nouvelle escalade de la  
repression page 29

### POLOGNE

Editorial : La classe ouvrière  
dit Non page 32

PORTUGAL

# UNE VICTOIRE FRAGILE



G.A. UDRY

G. MICHALOUX

Les élections présidentielles portugaises se sont soldées par la victoire du chef d'Etat-major : Ramalho Eanes. Celui qui proclamait lors de son dernier meeting à Lisbonne, "il est nécessaire que tous travaillent, même ceux qui sont à la table des cafés ou qui brûlent de l'essence dans les rues en songeant à des révolutions qui ne sont pas les nôtres, par-

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; \$Can 17

Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant n° 210-0320173-28

POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante: ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

ce que la nôtre doit être réchauffée avec le travail", a recueilli 61,5 % des voix. La coalition des partis le soutenant avait rassemblé, à l'occasion des législatives (avril 1976) 74,91 % des voix. Un régime semi-présidentiel est installé. Sa force et sa stabilité devront être mesurées dans les mois à venir.

## Une inversion de tendance

Un des thèmes qui domina la campagne d'Eanes - candidat du PPD, du CDS et du PS - fut celui de la "lutte contre la crise économique", à savoir l'attaque des conquêtes obtenues par les travailleurs depuis avril 1974 et mars 1975. Eanes, commandant du 24 novembre militaire, se présentait comme le dirigeant d'un 25 novembre social; un 25 novembre qui permette à la bourgeoisie de restaurer les profits et de relancer l'accumulation du capital.

La baisse de la production dans les secteurs ayant un rôle d'entraînement dans le capitalisme portugais, depuis le milieu des années soixante, est extrêmement importante. Les chiffres pour l'année 1975 viennent de paraître (en juin 1976). Ils permettent d'apprécier une situation qui s'est encore dégradée durant le premier semestre 1976. Ainsi, le secteur de la "construction civile", frappé par la crise du tourisme et la chute des investissements industriels d'infrastructure, a connu une baisse de 12 % en 1975, par rapport à 1974. La production dans la métallurgie de base décline de 18,5 %, dans l'industrie mécanique et le matériel de transport de 12,7 %, dans l'industrie de "transformation diverse" de 21,2 %. Dans ces secteurs, les effets de la récession internationale, du sabotage économique, de la baisse des investissements se font sentir violemment. L'industrie du textile et du vêtement connut, en 1975, une baisse de production de 17,3 %, par rapport à l'année précédente. Ici, la récession internationale aussi bien que les mesures protectionnistes (spécialement le contingentement de la Grande-Bretagne), expliquent l'affaissement.

Par contre, les secteurs qui n'ont pas "vocation d'exportation" - selon la formule utilisée déjà par le gouvernement de Caetano - sont en expansion. Ainsi, l'industrie des biens alimentaires, de la boisson et du tabac connaissent une croissance importante. L'augmentation du volume des salaires, depuis le 24 avril 1974, l'explique. De même, les libertés démocratiques conquises depuis cette date ont un effet positif sur le développement de l'industrie du papier, la typographie et l'édition ! Parallèlement à cela, la production agricole - entre autres la production céréalière - a crû fortement, non seulement étant donné les conditions climatiques, mais aussi parce que la surface des terres emblavées fut fortement élargie dans le cadre de la réforme agraire et des occupations de terres (depuis le mois de mars 1975).

En quelque sorte, on assiste à un blocage des tendances prédominantes de l'accumulation du capital durant la dernière décennie, ceci comme produit des nouveaux rapports de forces sociaux dans l'entreprise, et de l'augmentation des salaires. Dans le cadre général de la chute des investissements, il y a un déplacement des investissements vers les industries liées au marché intérieur. Cette rétroversion se révèle parfaitement dans les deux chiffres suivants : en 1975, les investissements dirigés vers les secteurs liés à la consommation intérieure attirent environ 50 % du total des investissements (17,4 % pour l'alimentation, 7,3 % pour le papier, 16,4 % pour les boissons, 9,2 % pour le textile, etc.). En 1971, ces branches n'attiraient que 16 % des investissements effectués durant l'année. Par contre, l'industrie métallurgique, qui absorbait 43 % des investissements en 1973, n'en retient que 0,2 en 1975 ! Dès lors, lorsque le ministre des finances, Salgado Zenha (PS), proclame la nécessité de "rentabiliser le secteur nationalisé" - 60 % de la formation brute de capital fixe dépend des entreprises nationalisées ou qui connaissent une intervention de l'Etat -, il ne fait que mettre l'accent sur la volonté de la bourgeoisie de frapper les acquis des masses laborieuses pour relancer les investissements dans la direction qui leur était imprimée depuis une décennie par les plans de développement capitalistes. Soares ne manque pas d'affirmer : "Ceci (l'expansion) passe par la sécurité et la "dynamisation" du secteur privé et par la réorganisation du secteur public pour le rendre rentable et efficace" ("Opção", 17-23.6.76.)

## Bloquer les salaires

Le premier objectif de l'attaque du patronat et de l'Etat bourgeois - ou si l'on veut, le premier chapitre du plan économique du futur gouvernement Soares - n'est autre que les salaires. Pour que les capitalistes portugais et les firmes multinationales mettent fin à la grève des investissements, pour que le secteur nationalisé soit "rentabilisé", il faut réduire au maximum les coûts salariaux. Seulement ainsi pourra être remplie la condition nécessaire à la relance du secteur "voué à l'exportation", secteur autour duquel se réorganise depuis un certain temps le capitalisme portugais. La bourgeoisie portugaise se rend compte qu'il faut agir rapidement, si elle veut profiter quelque peu du redémarrage du capitalisme à l'échelle internationale.

L'offensive va porter essentiellement sur les bas salaires (entre autres dans le textile, dans l'industrie de montage) et vers les salaires des travailleurs fortement organisés et combattifs de la ceinture industrielle de Lisbonne (ceux qui gagnent plus de 5000 escudos par mois). Le tableau suivant permet de saisir pourquoi. Il indique les changements dans la répartition des catégories salariales pour les travailleurs féminins et masculins de plus de 20 ans.

REPARTITION DES SALARIES

base mensuelle

	<u>janvier 1974</u>	<u>janvier 1975</u>
moins de 3.300 \$	48,2 %	1,7 %
de 3.300 à 5.000 \$	33,1 %	38,1 %
de 5.000 à 12.000 \$	17,4 %	56,5 %

(\$ = escudos)

Globalement, depuis avril 1974, les salaires réels ont crû de 25 % pour les catégories de salaire inférieures. Une simple comparaison entre ce chiffre et le taux de dévaluation de 30 %, prévue et annoncée par divers cercles proches du ministre des finances, indique l'ampleur et la rudesse de l'attaque contre les revenus des masses laborieuses. Cette dévaluation - qui devrait aussi favoriser quelques investissements impérialistes - suscitera une importante hausse des prix, entre autres dans le domaine des biens alimentaires de base (maïs, viande, morue, oléagineux) qui forment une part très importante et peu compressible des importations de biens alimentaires, qui sont en croissance (9,5 % du total des importations en 1960, 15,7% en 1974), vu l'accroissement de la masse salariale et du pouvoir d'achat. La dévaluation stimulera donc une poussée inflationniste, faisant grimper l'indice des prix à la consommation au-delà de 16 % (avril 1976 par rapport à avril 1975, à Lisbonne), d'autant plus que les producteurs de biens de consommation vont commencer à rejeter sur les prix les intérêts à payer pour les crédits qui leurs furent attribués il y a un an. Or, simultanément, le gouvernement Soares demandera un blocage plus ou moins rigide des salaires!

Parallèlement, le gouvernement social-démocrate, dans l'application du plan de "récupération capitaliste", va imposer non seulement une limite aux salaires du secteur public (hospitalier, enseignement, fonctionnaires...), mais il va aussi chercher à réduire le nombre d'emplois dans ce secteur, nombre qui a augmenté fortement depuis la "révolution des oeilletons".

En outre, il précipitera une restructuration des entreprises nationalisées, la fermeture de nombreux "canards boiteux", et accroîtra de ce fait un chômage qui atteint déjà, selon les estimations du ministère du travail, 10 % de la population active. En 1974, le nombre de chômeurs était évalué à 3 %; il passe à 5,3 % en 1975. Aujourd'hui, il devient un problème central, ressenti très largement. La croissance du chômage résulte de la baisse des investissements (en 1975, seuls 11.807 emplois nouveaux furent créés, contre 37.377 en 1973), de la rentrée des immigrés, du ralentissement de l'émigration, de la démobi-

lisation de l'armée et du retour des colons. La création d'une forte armée de réserve industrielle est clairement envisagée comme instrument devant faciliter l'offensive capitaliste. Ainsi, Almedo Santos (PS) déclare : "Tout le monde doit créer de la richesse". Donc, acceptez...

Enfin, la bourgeoisie cherche à modifier les rapports de force dans les entreprises, ces rapports de force qui font, par exemple, que les travailleurs n'acceptent pas les conséquences du "fonctionnement normal des lois du marché" : les licenciements. Soares annonce la couleur : "Il est important de convaincre les travailleurs qu'ils doivent travailler et il est indispensable d'établir une certaine discipline au travail, par des appels à la conscience des travailleurs et, aussi, par la constitution de certaines règles de coercition... Il faut expliquer aux travailleurs, comme le faisait Maurice Thorez en 1947, qu'il est nécessaire et qu'il est révolutionnaire de savoir terminer une grève, à certains moments" (idem).

Plus la campagne électorale présidentielle avançait, plus ces divers thèmes - facettes de ce qui est qualifié au Portugal de "récupération capitaliste" - acquéraient une place dominante dans les discours d'Eanes et de ses supporters. Ainsi, parmi les larges couches de travailleurs engagés dans des luttes depuis deux ans, aux profonds sentiments de défiance face à l'incapacité des gouvernements provisoires de résoudre même les plus petits problèmes, s'ajoutait une volonté de plus en plus marquée de mettre en échec cette offensive personnalisée par Eanes, de l'exprimer aussi sur le plan du vote. D'autant plus que la compréhension pratique de la profondeur de la crise qu'ont les masses laborieuses leur a fait entrevoir la brutalité de l'attaque du Capital et de son Etat, quelles que soient les promesses de "dialogue" et de "pacte social" faites par Soares. Ceci explique largement les votes qui se sont portés sur Otelo, comme le glissement en défaveur du PCP.

**Eanes et les législatives**

Les élections législatives à l'Assemblée de la République (25 avril 1976) avaient moins sanctionné le 25 novembre 1975, qu'elles avaient confirmé la force de la classe ouvrière. Une résistance à l'attaque patronale s'exprima sans discontinuité, depuis mars 1976, c'est-à-dire depuis la grève du gaz et de l'électricité de Porto. Cette riposte ouvrière se manifestait certes sous des formes moins spontanées, plus limitées, que durant l'automne 1975. Néanmoins, à plus d'une reprise, les mobilisations mirent au centre, des revendications liées au contrôle ouvrier, soit lors d'une fermeture d'usine, d'un plan de reconversion, soit à l'occasion du retour d'un patron. En outre, des luttes salariales, certes fragmentées, se développèrent dans diverses

entreprises et branches industrielles. Mais la capacité défensive des travailleurs trouva aussi son expression sur le terrain de la syndicalisation, ce qui se traduisit de même dans le domaine électoral.

Les CT perdirent parfois du poids, mais elles tendaient surtout à devenir des organes auxquels les travailleurs déléguaient de nombreuses responsabilités; leur capacité de mobiliser l'ensemble des travailleurs était - et reste souvent - restreinte, en dehors de quelques assemblées générales. A ce niveau, le changement de période - par rapport aux mois antérieurs à novembre 1975 - s'énonce clairement.

Cependant, l'essentiel, lors des législatives, résida dans l'affirmation d'une majorité ouvrière au sein de l'Assemblée de la République, ce qui mit à l'ordre du jour, spécialement face à l'attaque du Capital et de son Etat et face au besoin d'unité des travailleurs, la question du gouvernement PS-PCP, s'appuyant sur cette majorité.

Ainsi, après le 25 avril, la bourgeoisie dut faire le constat que ni le PPD, ni le CDS ne s'affirmaient comme direction incontestée dans le camp bourgeois, que la capacité du CDS de mobiliser des secteurs petits-bourgeois - et de stabiliser en sa faveur les rapports de force dans le Nord - ne s'était pas prolongée dans une aptitude à stimuler l'offensive petite-bourgeoise et celles des "retournés", comme cela s'était produit en mars-avril.

De plus, les tentatives du PPD, immédiatement après les élections, de susciter une crise de gouvernement avaient avorté, au même titre que l'offensive du PPD, du CDS et de la droite du PS contre la Constitution. Ce qui suscita le plus de soucis dans les rangs bourgeois ne fut autre que l'incapacité de faire aboutir, un tant soit peu, les mesures de gel des salaires. Zenha en était réduit à affirmer : il faut attendre un "véritable gouvernement". Certes, la bourgeoisie a reconstruit son appareil d'Etat, renforcé ses forces de répression, même si elles restent encore fragiles et limitées quantitativement, aussi bien dans le domaine militaire que policier. Néanmoins, les coups portés à la classe bourgeoise par les masses laborieuses, depuis de nombreux mois, laissent encore leurs empreintes sur le plan subjectif et les rapports de forces sociaux sont tels que la crise de direction politique de la bourgeoisie est largement ouverte.

Dans ce contexte, sur la base du Pacte entre partis et Conseil de la Révolution - Pacte supporté, pour ne pas dire élaboré, par le PS et le PCP - la bourgeoisie réalisa l'urgence nécessité d'unir sa volonté et ses forces et de mettre tout son poids pour assurer l'apparition d'un régime semi-présidentiel (la Constitution incluant, en outre, le passage des

pleins pouvoirs au Président de la République, en cas de crise).

La social-démocratie - répétant, avec une étrange similitude, l'expérience de la République de Weimar - ne manqua pas de soutenir de ses deux mains l'opération. Eanes, momentanément, fit le consensus dans les rangs bourgeois, ce qui n'implique pas qu'une homogénéisation effective de la classe bourgeoise ait fait des progrès substantiels. Pour la classe bourgeoise, grâce à l'appui du principal parti portugais, le PS de Mario Soares, se rapprochait l'objectif d'asseoir Eanes à la Présidence, grâce à une sorte de plébiscite. Ce rêve, Palma Carlos, l'avait caressé en 1974 à deux reprises pour Spínola. Deux fois, ce fut un cauchemar ! Pour elle, le plan est lumineux : attaquer la classe ouvrière en utilisant le PS ("le dialogue" d'un PS, à l'influence syndicale croissante durant les derniers mois, pour geler les salaires); effacer au maximum la majorité ouvrière issue des législatives; laminer le PCP dans un premier temps, et, demain, réduire à la portion congrue la part du PS, dont les militants syndicaux ne trouvent pas le même accueil que les notables du PS, dans les rangs de la bourgeoisie.

Le programme électoral d'Eanes s'inspire fondamentalement de l'idéologie véhiculée par le PPD. Au contrôle ouvrier, que le PS défend formellement, il oppose la cogestion. A la classe ouvrière, comme le PPD, il oppose les mérites d'une petite-bourgeoisie qui "pendant que les travailleurs ne cessent de manifester, continue à travailler tranquillement la terre". Il met l'accent sur la fonction des coopératives, à l'encontre des revendications de nationalisations. Il insiste sur le rôle du secteur privé et la "rentabilisation du secteur nationalisé" et propose de réviser la réforme agraire. Le candidat soutenu par le PS non seulement concentrait tous les espoirs et projets du moment de la bourgeoisie portugaise, mais se faisait le porte-parole du programme du PPD ! C'est ce militaire, ce président en puissance, que le PCP se refusa d'attaquer ouvertement, après avoir tenté, jusqu'au dernier moment de négocier une place dans le prochain gouvernement, en échange de son appui, un support que le PCP croyait suffisant pour dispenser Eanes d'accepter celui du CDS.

## Une victoire restreinte

Fondamentalement, ces élections doivent donc être analysées à partir de l'appui que le PS apporta à Eanes et du refus du PCP d'engager une bataille décidée contre le chef de l'Etat-major. Ceci explique en grande partie aussi bien un certain taux d'abstention (75,42% de participation), que les pertes de voix du PS en direction de Pinheiro - qui fut le premier à lancer des attaques contre Eanes ("il était contre le

25 avril") - et d'Otelo, que l'émergence d'un large courant derrière la candidature de l'ancien chef du COPCON, qui se profila, au cours de la campagne, comme l'ennemi numéro un d'Eanes et de ses projets.

Négliger cette donnée, après les législatives, c'est se condamner aussi bien à ne pas comprendre les rapports entre ces dernières et les présidentielles, que la nature combinée des voix qui se regroupèrent derrière Carvalho. Le tableau suivant permet de suivre le sens des résultats électoraux.

	ELECTIONS LEGISLATIVES				ELECTIONS PRESIDENTIELLES			
	CDS-PPD	PS	PCP	E.G.*	Eanes	Azevedo	Pato	Carvalho
Aveiro	57.6	30.8	3.7	2.0	74.4	15.9	2.7	7.0
Beja	12.4	31.9	43.3	5.6	34.6	6.9	25.6	32.8
Braga	53.7	32.3	4.1	2.4	70.2	19.0	2.7	8.0
Bragança	61.5	22.6	2.6	2.6	82.5	11.4	2.6	3.3
Castelo Br.	42.5	36.4	6.5	3.2	76.2	8.6	3.8	11.3
Coimbra	39.2	40.9	7.2	3.4	71.9	14.1	4.3	9.6
Evora	17.1	30.2	43.1	4.7	36.0	9.5	19.6	34.8
Faro	26.1	44.6	14.5	5.7	52.9	14.7	7.6	24.7
Guarda	57.7	25.1	2.9	3.9	82.9	10.5	2.4	4.2
Leiria	50.6	31.0	7.3	2.7	76.6	9.8	4.3	9.1
Lisbonne	29.8	38.2	21.6	4.2	53.5	12.2	10.3	23.9
Portalegre	24.0	41.9	22.0	3.7	56.1	12.8	14.4	16.6
Porto	42.6	40.7	8.3	2.7	60.4	22.8	5.1	11.6
Santarem	33.4	38.4	16.1	3.8	53.6	13.1	8.1	20.0
Setúbal	12.8	32.1	44.3	4.7	29.9	9.6	18.7	41.8
Viana d.C.	56.2	25.5	6.6	3.0	74.6	14.7	3.7	6.9
Villa R.	57.3	26.3	3.1	2.7	81.6	11.3	3.0	4.1
Viseu	63.4	22.9	2.2	2.2	81.2	13.1	1.9	3.9

\*E.G. = extrême-gauche

Tout d'abord, il apparaît clairement qu'une candidature unitaire du mouvement ouvrier aurait pu faire mordre la poussière au candidat de la bourgeoisie. C'est dans ce sens que les militants du PRT et de la LCI avaient d'ailleurs engagé leur campagne. Ensuite, il est tout aussi manifeste que la nomination d'Eanes, avec 61,54 % des suffrages exprimés, ne représente pas une défaite profonde de la classe ouvrière. C'est plus précisément l'expression du manque d'une candidature unitaire, de la capitulation du PS et de la nature de la campagne du PCP. Eanes gagne, mais sa victoire n'est pas solide.

Au même titre que dans les législatives, la césure entre le Nord et le Sud apparaît; les demi-tons ne sont néanmoins pas absents. Si Azevedo a indiscutablement attiré les voix du PS dans ces "provinces", il est aussi significatif qu'Otelo et le PCP, ensemble, y fassent plus de voix que le PCP et l'extrême-gauche durant les législatives. Les scores d'Otelo en sont la cause essentielle (voir les résultats cumulés à Viana do Castelo, Vila Real, Bragança, Braga, Viseu) et révèlent aussi la nature contradictoire de sa candidature.

La simple comparaison entre l'addition des voix du PPD-CDS-PS aux législatives et celle obtenue par Eanes indique que le PS est le grand perdant de l'opération. Dans le Nord,

l'ancien premier ministre a su en tirer avantage. Dans le Sud, le déplacement des voix PS s'est opéré en faveur d'Otelo. Dans les districts de Beja, Evora, Setubal, Lisbonne, Faro, l'"indiscipline" de l'électorat du PS fut massive. Elle se traduisit au Nord et au Sud, sur le plan organisationnel, par des refus de nombreuses sections d'appuyer la candidature Eanes en participant à des Comités communs avec le PPD et le CDS (à Chaves, Viana do Castelo, Castelo Branco, Aveiro, Guimares, Vila Nova de Famalicao, etc.). Ces "ruptures" électorales et de la "discipline de parti" laissent augurer du potentiel de crise qui couve dans les rangs du parti de Mario Soares. Les différenciations dans le PS recourent d'ailleurs plus ou moins la division Nord-Sud. Dans le Nord, malgré les déplacements vers Azevedo - et un peu vers Carvalho - le soutien du PS n'est pas négligeable pour expliquer les quasi-plébiscites d'Eanes.

## La chute

Le PCP perd environ la moitié de ses voix, par comparaison aux législatives. L'écroulement est spectaculaire à Lisbonne, Beja, Evora, Setubal. Les places fortes traditionnelles du parti d'Alvaro Cunhal et d'Octavio Pato se sont transformées en champs de batailles perdues. Les causes en sont multiples. Le PCP a creusé, durant l'été et l'automne 1975, sa propre tombe, lorsqu'il contribua à renforcer l'image charismatique d'Otelo. Il en fit le défenseur de la réforme agraire. Après Goncalves, qu'il avait dédaigneusement "lâché", il lança Otelo. Le major sut en profiter. Ensuite, Pato ne cessa, à l'exception de quelques jours, de faire patte douce devant Eanes. Lorsque "O Jornal" affirme que le candidat du PCP a déclaré : "Eanes dispose de l'appui de la réaction", les services de presse du candidat du PCP répliquent immédiatement : "O Jornal exagère... le PCP affirme que la candidature de Eanes reçoit de véritables appuis démocratiques, mais compte aussi sur le soutien opportuniste de partis et forces de la droite réactionnaire... Le PCP n'appuie pas Eanes, mais il ne combat pas les candidatures militaires" (lisez Azevedo et Eanes), ("O Diario" 7. 6. 76 - quotidien du PCP). En outre, le PCP a participé, sous Spinola comme sous Costa Gomez, à tous les gouvernements provisoires. Il va récolter les fruits amers de la défiance des travailleurs face à ces gouvernements incapables d'offrir des réponses même très partielles, aux problèmes sociaux les plus élémentaires ; à cela s'ajoutent les réticences croissantes des couches radicalisées à la politique de pression sur l'appareil d'Etat, clé de voûte de la stratégie du PCP. Enfin, les méthodes bureaucratiques, utilisées largement par les staliniens dans les syndicats, dans les CT, dans les CM et autres organes (Assemblées populaires, qui devaient soutenir l'occupation des instances municipales), suscitèrent des réac-

tions anti-PCP, se traduisant parfois dans "l'apartidarisme". Plus la campagne avançait, et étant donnée la polarisation de type 25 avril-25 novembre - que la politique même du PCP suscita - le thème du "vote utile" se retourna contre le PCP !

Otelo se présentait - et ceci était partiellement inhérent à l'aspect providentiel de sa candidature pour des secteurs attardés - comme le candidat le mieux placé pour battre Eanes. Lorsque ce dernier déclara que, si deuxième tour il y avait, ce "sera entre Otelo et moi-même", l'impact électoral d'Otelo ne pouvait que grossir au détriment du PCP. Le "vote utile", lié au thème de la "majorité de gauche", perdit sa force de conviction. Renforcer les positions du PCP, dans la perspective d'un "gouvernement de gauche", ne faisait plus flores.

Le refus de la confrontation avec Eanes ne relevait pas de la simple manœuvre gouvernementale. En fait, elle se situe dans le prolongement d'une orientation de soutien : "à l'alliance du peuple et des Forces armées et à l'unité des Forces armées, dans l'esprit libérateur du 25 avril, pour assurer la démocratie et l'indépendance nationale" (déclaration de principe d'Octavio Pato "Diario de Lisboa" 11. 6. 76).

Confronté à la dure réalité des faits, le 28 juin, le PCP dut tirer un premier bilan. La direction mit l'accent sur les effets de la campagne Otelo dans ses propres rangs : "... à l'échelle nationale, des centaines de milliers d'électeurs communistes n'ont pas écouté nos mises en garde, ils se tournèrent vers une candidature trompeuse. Ils vérifient déjà que, avec elle, le processus révolutionnaire n'a rien gagné, ni la défense des conquêtes démocratiques, ni la formation d'un gouvernement de gauche. . . " (Avante 1. 7. 76). Mais, le Bureau Politique du PCP est contraint à la fois d'indiquer la nécessaire contre-offensive vers les couches influencées par la campagne Otelo et de "redonner confiance" à la base : "Il. . . attire l'attention de tous les militants pour que des difficultés ne soient pas créées envers tous ceux qui, sous l'effet d'un mirage trompeur, n'ont pas voté pour notre candidat. . . . Il avertit tous les militants pour qu'ils ne se laissent pas influencer par les spéculations de la réaction qui, jointes au verbiage pseudo-révolutionnaire, cherchent à miner le moral de notre parti" (Avante 1. 7. 76). Malgré tout cela, le PCP est obligé de faire la somme des voix du PCP, d'Otelo et aussi du PS (lors des élections législatives) pour réaffirmer l'actualité du "gouvernement de gauche" !

Cet ensemble d'appréciations indique le choc subit par le PCP. Il montre sa volonté d'engager une politique de "récupération". Ceci va s'exprimer avant tout sur le plan syndical, d'autant plus que le Congrès de l'Intersyndicale approche. Les répercussions de la dé-

faite; du PCP - et du succès d'Otelo - ne vont certainement pas faire les beaux jours du gouvernement Soares, qui escomptait une politique de collaboration, de l'extérieur, du PCP envers un gouvernement "purement PS".

## Contre l'austerité

Dans ce vide laissé par la politique des deux partis réformistes, s'inscrit la campagne d'Otelo. Ces aspects contradictoires et ambigus sont multiples ("apartidarisme", proclamation initiale d'indépendance face aux forces qui le soutiennent, référence explicite à l'alliance peuple-MFA dans sa déclaration officielle de candidature, soutien à la Constitution - comme le PCP !).

Néanmoins, aucun secteur de la bourgeoisie portugaise ou internationale ne lui donna le moindre soutien, au contraire. Il en fut de même pour l'armée. Son programme - malgré toutes ses ambiguïtés, ses erreurs - intégrant des revendications anti-capitalistes nettes, capta le vote de protestation de larges couches de travailleurs contre le plan d'austerité d'Eanes-Soares. Quant aux forces qui le soutenaient, elles font partie du mouvement ouvrier organisé. Ceci indique qu'un vote Carvalho ne peut être exclu par principe. D'ailleurs, derrière Carvalho et Pato, se sont effectivement regroupés les votes contre l'offensive de "récupération capitaliste", pour le développement des conquêtes obtenues jusqu'à maintenant par la révolution portugaise (1).

En outre, sous les effets mêmes de la polarisation sociale, vu le contexte que nous avons explicité, la fonction objective de la campagne Carvalho, comme son contenu explicite, sont apparus plus nettement anti-capitalistes (voir programme économique publié dans les derniers jours de la campagne). Certes, Carvalho a canalisé des voix d'origines diverses qui reflètent le processus fortement inégal de formation du mouvement ouvrier portugais. Néanmoins, il ne fait pas de doute - et le PCP l'a compris - que, sur sa gauche, se manifeste un potentiel de combativité qui s'annonce déjà un danger pour lui, s'il mène une politique de collaboration ouverte avec le gouvernement PS.

Ce gouvernement aura bien des difficultés à réaliser son projet; son support, le PS lui-même, risque de se fêler assez vite. La résistance ouvrière se manifeste déjà (hôtellerie, métallurgie, fonction publique, etc. . . ) Les élections présidentielles ne répondront pas aux vœux de la bourgeoisie : luttes ouvrières, syndicalisation, et crises gouvernementales sont à l'ordre du jour.

2. 7. 76.

### NOTE :

(1) Dans le prochain numéro, nous consacrerons un article spécifique à la campagne d'Otelo et aux perspectives qui s'ouvrent.

**IL POPOLO**

L'ITALIA HA SCELTO LA DEMOCRAZIA

# Vittoria della DC

*Le elezioni, quasi definitive, sono raffrontate con le regionali del '75 - SENATO: DC 38,9% (18) PCI 11,1% (5) PSDI 11,1% (5) MSI 8,1% (4) PLI 7,1% (3) PRI 7,1% (3) CAMERA: DC 50,0% (25) PSDI 17,1% (8) PLI 12,1% (6) PRI 12,1% (6) MSI 8,1% (4) DC 38,9% (18) PCI 11,1% (5) PSDI 11,1% (5) MSI 8,1% (4) PLI 7,1% (3) PRI 7,1% (3)*

**ZACCAGNINI**  
terreno fedele alle promesse



**Cambiare nella libertà**

**l'Unità**

Nettamente spostati a sinistra i rapporti di forza nel Parlamento uscito dalle elezioni del 20 giugno

# Nuova impetuosa avanzata del PCI

**I comunisti oltre l'eccezionale risultato del '75**  
**La DC recupera a spese del centro e della des'**

*Il PCI nelle elezioni del '75, a parità di voti, ha guadagnato nettamente la maggioranza assoluta nel Senato e nella Camera. Il risultato è dovuto alle spinte verso il centro e verso la sinistra.*

Partito	Senato	Camera
DC	18	25
PCI	5	6
PSDI	5	8
MSI	4	4
PLI	3	3
PRI	3	6

# APRES LES ELECTIONS

Les élections du 20 juin en Italie ont provoqué comme réactions immédiates la déception des uns et le soulagement des autres. La déception de l'extrême-gauche qui escomptait la conquête de la majorité absolue par les partis du mouvement ouvrier, des militants du PCI qui espéraient arracher à la DC la majorité relative et de socialistes qui ont perdu du terrain. Le soulagement de tous les bourgeois - aussi bien en Italie que dans le monde entier - qui craignaient une nouvelle défaite de la DC et l'avènement d'un gouvernement de la gauche. En effet, le principal parti bourgeois a fait preuve d'une capacité de récupération incontestable et il a représenté de nouveau le pôle de cristallisation de toutes les forces conservatrices. Par conséquent, la bataille de la classe ouvrière pour une alternative au niveau gouvernemental devra surmonter des obstacles supplémentaires, et les luttes de masse se dérouleront, dans la période qui s'ouvre, dans des conditions relativement moins favorables de ce que l'on escomptait généralement il y a quelques semaines.

Toutefois, il faut éviter de tirer des conclusions fausses. Globalement, les formations se réclamant du mouvement ouvrier ont progressé encore, et notamment le PCI a amélioré et amplifié le succès spectaculaire de l'année passée. Le phénomène de polarisation qui s'est manifesté produit est allé de pair avec une évolution du rapport des forces en faveur du mouvement ouvrier. Voilà la donnée essentielle qu'on ne saurait ignorer ni sous-estimer. Cela d'autant plus que la reprise de la DC s'est réalisée essentiellement aux dé-

pens d'autres partis du centre et du centre-droite, notamment le PSDI (parti social-démocrate de Saragat) et le PLI (parti libéral), et seulement dans une mesure très réduite aux dépens de l'extrême-droite (MSI), qui n'a pas perdu beaucoup par rapport à 1975.

Il en découle que la formation d'un nouveau gouvernement ne sera pas une tâche facile. La majorité de centre - qui existait auparavant - a disparu; la majorité de centre-droite est elle aussi impossible. Sur le papier, le centre-gauche pourrait être relancé. Mais le PSI, qui a payé un lourd prix pour sa participation au gouvernement et à la majorité parlementaire, a réitéré sa décision de ne participer à aucun gouvernement auquel ne participe pas, directement ou non, le PCI. Le compromis historique aurait évidemment une majorité écrasante; mais la DC, qui a mené une campagne virulente contre cette solution, aurait beaucoup de peine à l'accepter, du moins à échéance immédiate. Les jours prochains, à l'occasion de l'ouverture des nouvelles Chambres, Rome sera le théâtre de pas mal de manœuvres, d'intrigues, de jeux de poker. Le développement de la situation économique n'est pas de nature à faciliter les choses. Il est vrai que la production remonte dans la plupart des secteurs. Mais les problèmes du déficit de la balance des paiements et des déficits budgétaires de l'Etat et des administrations locales, restent dramatiques. Le taux d'inflation monte de nouveau après le ralentissement de 1975 et, s'il n'y a pas de changement dans les prochains mois, 1976 risque de battre tous les records de l'après-guerre. En même temps, il

n'y a pas jusqu'ici une perspective réelle de réduction du chômage.

En d'autres termes, la bourgeoisie devra faire face encore une fois à des problèmes extrêmement graves sans avoir résolu sa crise de direction. Quant aux directions réformistes, il ne leur sera pas facile de trouver une base de compromis concrète, indépendamment de leur volonté de collaborer à relancer l'économie et à stabiliser le contexte politique. Même si, en dernière instance, une forme quelconque de compromis historique se réalisait, cela se passerait dans un contexte très instable et gros de conflits explosifs. Voilà une difficulté majeure que toute l'astuce tactique de Berlinguer et Cie ne saura surmonter si facilement. . .

Le score réalisé par l'extrême-gauche sera sans doute l'un des principaux objets de discussion en Italie et ailleurs, dans les mois qui viennent. Comme il ressort des textes des organisations, que nous publions, le 1,5 % de Démocratie Proletarienne est considéré, en général, comme un échec. Le texte des marxistes-révolutionnaires italiens - dont nous re prenons de larges extraits - analyse les raisons de cet échec, partiellement admises même par d'autres composantes de DP. En plus de facteurs objectifs incontestables, la forme dans laquelle l'accord unitaire a été réalisé et les conditions imposées bureaucratiquement par le PDUP et AO ont représenté des obstacles sérieux à l'élargissement de l'influence de l'extrême-gauche vers les masses sous l'hégémonie de partis traditionnels, et notamment du PCI. Les comités de DP qui ont été présentés parfois comme l'axe porteur de la campagne, n'ont été construits qu'à une échelle extrêmement modeste et le plus souvent ils ont été soumis à la logique de la collaboration préférentielle - et discriminatoire à l'égard de tous les autres - entre le PDUP et AO.

Cela n'empêche pas que l'accord pour une seule liste de l'extrême-gauche a été le produit d'un sentiment unitaire assez fort dans l'avant-

garde large et qu'il est tout de même important qu'un cadre unitaire de l'extrême-gauche ait été construit au cours d'une bataille politique cruciale. Cet acquis ne doit pas être perdu. Cela veut dire qu'il faut faire un effort sérieux pour maintenir ce cadre unitaire, dans le but aussi bien de réaliser l'unité d'action dans les luttes qui se dessinent, que dans celui de développer la confrontation nécessaire entre les différentes organisations sur la problématique que la campagne électorale a permis d'expliquer et de mieux définir (problème de la nature de la phase de transition, celui des modes de la prise du pouvoir, la conception du rôle et de la structure du parti révolutionnaire).

En ce qui concerne la perspective gouvernementale, la gauche révolutionnaire devra corriger certaines déviations électoralistes. La perspective du gouvernement PCI-PSI ne doit pas être liée uniquement à la possibilité de la conquête du 51 % des voix. Même après le 20 juin, elle doit rester un axe d'orientation essentiel, indépendamment de toutes les questions d'accent et de rythme qui se posent à chaque moment. En même temps, une clarification s'impose sur le contenu même de la formule "gouvernement des gauches". En effet, chez les organisations centristes, la tendance se précise maintenant pour inclure dans le "gouvernement des gauches" aussi bien le PSDI que le PRI. Plus particulièrement "le Manifesto" et le "Quotidiano dei Lavoratori" ont affirmé que dans le Conseil municipal de Rome, la gauche est majoritaire, en calculant explicitement aussi les sièges du PSDI (Saragat) et des Républicains. Il faut lutter sans concessions contre de telles interprétations, le PRI notamment, étant un parti bourgeois au sens strict, directement lié à des couches d'industriels et de financiers. Une collaboration avec un tel parti ne serait donc qu'une forme de collaboration de classe. Ce n'est pas dans une telle perspective que la bataille pour ce 20 juin a été menée.

2. 7. 1976.

## EVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCE ELECTORAUX

Ce n'est pas possible de faire ici une analyse satisfaisante de l'évolution du rapport de force électoral pendant trente années. On peut, toutefois, souligner ce qui suit :

a) Les polarisations les plus nettes se sont produites en 1948 - lors de l'effort de restauration bourgeoise, dans le cadre du lancement de la "guerre froide" - et en 1976. Dans le premier cas, le PCI avec le front ouvrier, a essuyé une défaite; dans le deuxième cas, il a enregistré une avance très nette,

b) Aux moments les plus critiques, les forces conservatrices ont fait un effort de concentration maximum autour de la DC, la droite n'ayant pas une crédibilité suffisante pour une confrontation décisive. Il est significatif que la droite ait obtenu les résultats les plus favorables dans des années relativement calmes - 1953, 1958 -, ce qui indique que son renforcement était conçu non comme la recherche d'une solution alternative, mais comme un instrument de pression.

c) Le PCI a marqué le pas dans les années 50 et entre 1963 et 1972, alors qu'il a réalisé un premier saut en 1963 - probablement grâce à la riposte à la tentative réactionnaire du gouvernement Tambroni en 1960, et à l'éclatement des luttes ouvrières "nouvelles" en 1961-62 - et un deuxième saut en 1975-76, en capitalisant, avec un certain retard, la vague de 1969.

d) Le PSI, qui en 1946 avait bénéficié des traditions de l'époque pré-fasciste, a réalisé ses résultats les plus importants dans la période

de gestation du centre-gauche, qui a marqué en même temps une consolidation du PSDI.

e) Une comparaison entre les résultats pour la Chambre et ceux pour le Sénat permet une vérification relative des orientations des électeurs jeunes. D'après certains calculs publiés dans la presse, les 5.300.000 jeunes entre 18 et 25 ans qui, ce 20 juin, ont voté seulement pour la Chambre, auraient choisi de la manière suivante :  
DC 37,5 %; PCI 37,4 %; PSI 6,1 %; PRI-PSDI-PLI 5,8 %; MSI 2,8 %; PR-DP 10,4 % (dont probablement 7 % pour DP et 3 % pour le PRI)



ELECTIONS A L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE (1946) ET A LA CHAMBRE DES DEPUTES

	<u>PCI</u>	<u>PSI</u>	<u>PSIUP</u>	<u>DP</u>	<u>DG(1)</u>	<u>PR(2)</u>	<u>PSDI</u>	<u>PRI</u>	<u>DC</u>	<u>PLI</u>	<u>PDIUM(3)</u>	<u>UQ(4)</u>	<u>MSI</u>
1946	18.97	20.72			0.11			4.37	35.18	6.81	3.09	5.28	
1948		31.03(5)			0.03		7.09	2.49	48.48	3.83	2.79		2.01
1953	22.64	12.73					4.52	1.62	40.08	3.02	6.92		5.84
1958	22.72	14.26					4.56	1.37	42.35	3.55	4.87		4.77
1963	25.31	13.87					6.11	1.37	38.27	6.99	1.77		5.11
1968	26.96	14.51(6)	4.46		0.01			1.97	39.09	5.83	1.36		4.46
1972	27.21	9.62	1.95	0.67(7)	0.30		5.15	2.86	38.74	3.89			8.69
1975(8)	32.0	12.0		1.2			5.6	3.3	35.5	2.5			6.8
1976	34.4	9.6		1.5		1.1	3.4	3.1	39.7	1.3			6.1

## NOTES

1) DG indique différentes listes d'extrême-gauche (bordiguistes en 1948, posadistes en 1968, PCd'I(ml) en 1972).

2) Le PR avait voté socialiste lors d'élections précédentes.

3) Le PDIUM englobe le vote total des monarchistes, même lorsqu'ils étaient divisés dans des listes différentes. A partir de 1972, les monarchistes ont fait bloc avec le MSI.

4) UQ (Homme Quelconque) était une formation de droite réactionnaire.

5) A partir de 1975 ont participé au vote tous ceux qui avaient 18 ans révolus ; auparavant, l'âge requis était de 21 ans.

6) Les références à 1975 concernent les élections régionales.

7) En 1948, le PCI et le PSI avaient formé, avec d'autres formations beaucoup moins importantes, le Front Démocrate Populaire.

8) En 1968, le PSI et le PSDI étaient unifiés.

9) DP n'existait pas en 1972 : le vote indiqué se réfère aux listes du Manifesto.

Les élections à la Chambre sont plus significatives que celles pour le Sénat, où ne votent que les personnes de 25 ans au moins. Le 20 juin, les résultats du Sénat ont été : PCI 33,8 ; PSI 10,2 ; PSDI 3,1 ; PRI 2,7 ; DC 38,9 ; PLI 1,4 ; MSI 6,6. Le PSDI, le PRI et le PLI ont présenté dans certaines circonscriptions des candidats communs, en obtenant 1,1%. DP n'était présente qu'en Lombardie.

## PDUP, AO, LC, GCR ET LES ELECTIONS

Nous publions quatre textes de commentaires sur les élections du 20 juin. Il s'agit d'une déclaration du Bureau Politique du PDUP (1) publiée par le "Manifesto" le 26 juin, d'une déclaration du Secrétariat National d'Avanguardia Operaia, publié par "Il Quotidiano dei Lavoratori" du 23 juin, d'extraits d'un long éditorial de Lotta Continua du 23 juin, d'extraits d'une résolution adoptée le 27 juin par le Comité Central des GCR, section italienne de la IVème Internationale (ce dernier texte est paru dans "Bandiera Rossa" du 1er juillet). AO comme LC, ont publié des documents de leurs Comités Centraux respectifs (tenus les 27 et 28 juin); cependant, nous ne disposons pas de ces textes lors de la réalisation ce de numéro d'"Inprecor"; pour cette raison, nous nous limitons à publier des textes indiquant la réaction immédiate de ces organisations face aux résultats électoraux.

(1) PDUP : organisation trouvant son origine dans la rupture du PCI en 1970, du groupe organisé autour de la revue "Il Manifesto" (ses dirigeants étaient Rossana Rossanda, Lucio Magri, Luigi Pintor...). Ils formèrent une organisation et lancèrent un quotidien en 1971. En 1974, ils fusionnèrent avec le PDUP, lui-même issu du PSIUP (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne), scission de gauche du PSI en 1964.

AVANGUADIA  
OPERAIA



UNE INSTABILITE AIGUE

① Les résultats encore très partiels du vote pour la Chambre des Députés confirment et accentuent d'une façon éclatante la tendance déjà exprimée par ceux au Sénat, à savoir un progrès des gauches, encore plus sensible par rapport au 15 juin, ce qui les amène à obtenir presque la majorité absolue. Voilà le premier élément fondamental qui caractérise le vote du 20 juin. Le deuxième élément réside dans le maintien des positions de la DC, et même dans une récupération, en particulier par rapport à l'écroulement du 15 juin. Ce renforcement, réalisé aux dépens aussi bien du MSI que des petits partis laïcs, accentue la caractérisation de la DC comme un "parti de droite". Il met en outre en lumière deux autres éléments : en premier lieu, la fragilité des tentatives de susciter une direction bourgeoise alternative à celle de la DC (comme celles effectuées par le PRI); en second lieu, les différentes propositions des partis ouvriers réformistes, qui - toutes - présentaient la DC comme "composante irremplaçable" de toute majorité nouvelle, ont joué un rôle objectif de renforcement et d'homogénéisation de cette dernière. Finalement, le recul sensible du PSI démontre que ce parti paie un lourd prix pour sa politique incertaine, ses oscillations tactiques trompeuses accompagnées de formulations stratégiques tout aussi bruyantes que fumeuses.

② Quelques indications politiques découlent avec évidence de ces données. Certes, le Parlement actuel n'exprimera pas automatiquement une majorité de gauche dans les deux Chambres : le gouvernement de gauche

ne se dessine donc pas comme l'issue immédiate de ces élections. Mais en même temps, aucune des autres solutions esquissées soit par la DC, soit par les partis ouvriers réformistes, n'est aujourd'hui réalisable. Il est encore moins possible de traduire en pratique la proposition du gouvernement de salut national qui, irréalisable dans le vieux Parlement, l'est encore plus dans le nouveau, étant donné la "polarisation" autour de la DC et du PCI qui s'est exprimée dans le vote. Une phase d'instabilité politique aiguë s'annonce donc : les partis du mouvement ouvrier - s'ils veulent indiquer une issue - devront réviser profondément leur stratégie et la formule de gouvernement qu'ils proposent. Il serait vain de chercher la solution dans une alchimie parlementaire compliquée : la leçon du vote devrait notamment apprendre au PSI à quel point il serait suicidaire de rééditer l'expérience du centre-gauche, même en la camouflant sous la formule : "axes préférentiel".

3 Dans cette situation, le rôle de stimulant politique et primordial du mouvement de masse pour déterminer les développements politiques futurs est clairement confirmé. Nous avons toujours souligné ce rôle, lors de nos polémiques avec les directions réformistes des syndicats comme des partis. Sur le plan politico-institutionnel, des expériences comme celles de l'administration de gauche à Naples (même s'il n'est pas possible de les transférer mécaniquement sur le plan politique national) offrent en embryon une indication politiquement valable; à savoir, aujourd'hui, seule la gauche, si elle est appuyée par un mouvement populaire large, peut développer une politique qui permette de répondre aux problèmes urgents de la crise. C'est là que réside la force déterminante, qui va bien au-delà des combinaisons de l'arithmétique parlementaire stricte.

4 Dans cette perspective, quel poids et quel rôle spécifique peut avoir DP ? Le résultat électoral représente, dans ses lignes générales, une confirmation éclatante de notre analyse politique et des orientations que nous en avions déduites. Cela ne s'est pas exprimé dans un succès électoral aussi clair pour notre formation. Des raisons multiples ont contribué à ce résultat. En premier lieu, une force qui venait de se manifester sur le terrain institutionnel (et seulement au niveau local) ne traduit pas automatiquement sa crédibilité au niveau politico-institutionnel national. Elle subit elle aussi l'effet de "polarisation" qui a caractérisé ces élections. En outre, il se développe un processus de transformation (que nous considérons positif) de notre base sociale, à la suite duquel des franges traditionnelles d'électeurs "réformistes de gauche" se prononcent en faveur des partis réformistes du mouvement ouvrier et des franges de la petite-bourgeoisie radicalisée en faveur du parti radical, alors que la crois-

sance du consensus qui est en train de se développer au niveau prolétarien, ne s'est pas encore consolidée en termes électoraux. Mais il est important de tirer de ces élections, aussi bien que de notre résultat à l'intérieur de ces élections, des indications politiques correctes pour notre développement futur.

a) Nous avons certainement payé le prix de l'unité politique insuffisante de la gauche révolutionnaire : la conséquence à en tirer n'est certainement pas de regretter l'unité électorale, mais le cas échéant, de la consolider politiquement.

b) Les résultats (et l'impossibilité de solutions gouvernementales immédiates) reconfirment la priorité politique du mouvement de masse; mais cela n'implique pas de se replier sur le "mou-



Massimo Gorla

vement "(movimentismo), au contraire, cela signifie aujourd'hui faire fructifier au maximum notre présence politico-institutionnelle pour multiplier l'impact politique du mouvement des masses.

c) Finalement, la confirmation - comme la seule perspective praticable - de ce gouvernement des gauches, que les partis réformistes refusent de choisir, accentue la fonction politique d'un secteur du mouvement ouvrier politiquement autonome de l'hégémonie réformiste. Nous devons donc renforcer une telle autonomie. Aujourd'hui, la lutte contre la DC est plus que jamais à l'ordre du jour; mais elle doit être liée d'une façon plus étroite que jamais à l'objectif du gouvernement des gauches. Nous devons développer sans incertitude notre initiative dans cette voie.

21 juin 1976, 23 heures

Secrétariat politique national de l'Organisation Communiste Avant-Garde Ouvrière.

# PDUP



## UNE IMPASSE

① Le vote du 20 juin marque une consolidation de la poussée à gauche qui s'était exprimée lors du référendum de 1974 et des élections régionales de 1975. Cette consolidation est d'autant plus significative que le problème qui s'est posé cette fois était l'avènement à des responsabilités de gouvernement. La poussée à gauche s'est généralisée aussi dans le Midi. Même si on ne peut pas oublier que le vote pour le PCI représente une prime à une ligne politique qui s'est ultérieurement déplacée sur la droite, pendant la campagne électorale, du point de vue subjectif il exprime toutefois la volonté de renverser le régime démocrate-chrétien. Ceci était d'ailleurs l'enjeu des élections.

La DC a réussi à récupérer, par rapport aux élections de 1975. Malgré cela, pour la première fois, elle n'est pas en condition de jouer le rôle d'arbitre absolu. Dans le Parlement, elle n'a pas la possibilité de bloquer des mesu-

res importantes, sans faire recours au vote des fascistes. De toute façon, elle ne dispose plus d'une majorité propre sur la question de l'avortement.

② L'avancement de la gauche, par rapport à 1972, n'a donc pas réalisé les conditions immédiates pour l'alternative de gauche. Non seulement parce que les 51 % n'ont pas été atteints, mais aussi étant donné la désagrégation de la zone intermédiaire entre les gauches et la DC, ce qui aurait pu stimuler des processus de construction de majorités alternatives, comme cela s'est produit parfois au niveau local.

L'unification du front modéré autour d'une DC en pleine banqueroute à l'ouverture des élections, ne représente pas seulement un obstacle parlementaire à l'alternative, mais elle démontre aussi que la faillite du régime démocrate-chrétien et la fin de la crédibilité du parti et de ses hommes ne sont pas suffisantes, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées par des initiatives capables de désagréger le bloc social modéré, de rompre sa représentation politique et de recomposer un nouveau bloc. Ceci est aujourd'hui essentiel, encore plus qu'hier. Il existe en effet la possibilité - et déjà on peut en entrevoir des signes - que le regroupement des forces modérées, réunies en défense de la DC, agissent demain dans la crise comme instrument organisant un nouveau bloc agressif. La tactique du PCI de talonner la DC par des propositions unitaires a atteint son point extrême. En fait, il lui manquait une précision programmatique, une base adéquate dans le pays et d'un alignement des forces qui ne soit pas réduit au PCI. Ainsi, le compromis historique a finalement produit ce qu'il ne voulait pas : la polarisation.

Il s'est donc créé une impasse : le régime DC est terminé, mais l'alternative n'est pas immédiate. Dans ce contexte opèrent encore les poussées spontanées de la crise et les initiatives sauvages du Capital qui réagit à la crise. C'est pourquoi, ce serait irresponsable de la part de la gauche de l'accepter.

③ La proposition d'un gouvernement de salut national, fondé sur la quasi-totalité du Parlement, qui reconnaît encore un rôle de guide à la DC (à qui on ne demande que de "renoncer" au préalable anti-communiste) est destinée à produire des solutions paralysantes. Car elle fait abstraction de la réalité : à savoir le caractère encore nettement plus conservateur de la DC et la couleur de ce "salut national", conçu comme respect des intérêts sociaux.

④ Nous réaffirmons, par contre, que la seule voie pour affronter la crise du pays est l'alternative de gauche, non pas comme une exigence de demain, ni comme une proposition propagandiste, mais comme un objectif politique réalisable après ce vote.

Cela exige, immédiatement, que la gauche, bien que divisée sur beaucoup de problèmes stratégiques, affirme son unité face à la DC; qu'elle revendique la direction du gouvernement en tant que majorité relative; qu'elle définit un programme immédiat en défense des intérêts vitaux des masses et pour la transformation radicale de la base économique et institutionnelle; qu'elle recherche une confrontation avec les forces laïques sur de tels programmes et talonne la DC en lui imposant une confrontation et un choix qui vise et prépare une rupture de la DC elle-même. Justement, parce qu'elle doit rompre le bloc modéré et construire un bloc social alternatif, cette initiative doit être accompagnée par une action de fond sur le plan social et politique.

5 L'hypothèse du gouvernement des gauches ne peut pas, comme ce fut parfois le cas, être réduit à la dimension d'une simple réorganisation de forces, de même sur le plan électoral. Pour la faire avancer, il faut relancer un mouvement de masse capable d'empêcher que la crise soit atténuée, ne fût-ce que partiellement ou provisoirement, en faisant retomber son poids économique et politique entièrement sur la classe ouvrière et sur les couches populaires. Il faut en outre que ce mouvement dépasse les limites purement revendicatives et économistes. Seule une lutte qui constitue déjà en elle-même une action de gouvernement et une affirmation de pouvoir peut désagréger le front social adverse et créer un bloc alternatif. Il faut finalement une initiative politique de fond, visant la rupture de la DC, la restructuration des forces laïques et démocratiques. En particulier, il faut reconsidérer d'une part, le rôle et le caractère du PSI, d'autre part, la construction d'une force crédible à la gauche du PCI.

Ne pas prendre acte de la nécessité d'une nouvelle réflexion profonde sur les lignes politiques de toutes les composantes de la gauche, reviendrait à permettre qu'un reflux se dessine et que se consolide une réorganisation de la droite déjà commencée autour de la DC. Mieux, cela pourrait amener la gauche historique, et le PC en particulier, à un processus de régression constante.

6 Cette réflexion critique concerne aussi la nouvelle gauche. Le résultat électoral de DP ne peut être assimilé à une défaite. Néanmoins, il indique une limitation politique grave. Nous avons été victimes de la "polarisation", mais pourquoi ? Pourquoi, après des années de travail et de présence significative dans les luttes, l'unité de la gauche n'a pas fonctionné comme véritable multiplicateur politique, trouvant sa traduction dans un résultat électoral consistant ? Il serait négatif - et cela donnerait une signification équivoque même à la conquête de nouveaux prolétaires à notre liste - d'esquiver cette question, de la poser en misant sur des éléments conjoncturels, voire de les mystifier

en parlant d'un processus "de purification" de notre électorat. Le débat doit être mené jusqu'au bout, publiquement, de façon unitaire. Beaucoup de problèmes se posent : la séparation entre ligne politique et pratique de masse; la réduction économiste progressive de notre ligne et de notre pratique; la bureaucratization et la réapparition dans l'organisation d'anciennes méthodes de faire de la politique; les tendances minoritaires insuffisamment combattues. "Plus unitaires et plus différents" : voilà l'objectif vers lequel il faut orienter notre recherche.

Cette réflexion ne peut être développée que dans le mouvement, par l'expérience de luttes, en évitant que chacun ne se replie sur son organisation et subordonne tout à l'exigence tactique de son renforcement. C'est une recherche donc, qui doit être menée ensemble avec les protagonistes réels du mouvement, qui furent touchés par notre discours politique, même s'ils ne sont pas devenus des électeurs de DP (ouvriers syndicalisés, catholiques, femmes, masses du Midi, etc.).



7 Le Bureau Politique du PDUP convoque le Comité Central pour les 3 et 4 juillet et lance une discussion ouverte dans le parti et avec les autres forces de DP, en particulier AO, en tenant compte des pas en avant importants réalisés en direction d'une perspective unitaire pendant la campagne électorale, campagne qui a posé aussi des thèmes de débats nouveaux et essentiels sur les formes du processus d'unification. Après le 20 juin, face à l'impasse et aux tendances négatives prévisibles de la gauche traditionnelle et face aux difficultés du mouvement pris dans l'étau de la crise, le problème de la formation d'un parti nouveau sur une base de classe se pose encore une fois de façon plus urgente. Cependant, ce processus ne peut pas être réduit à l'addition des groupes existants et au simple maintien de leur patrimoine précieux d'élaboration et d'expériences.

Résolution du BP du PDUP, publiée dans "Il Manifesto" du 26.6.76.

# LOTTA CONTINUA

## VIA LA DC!

### POTERE A CHI LAVORA

30 anni di governi Dc hanno significato per il paese: scelte produttive a solo vantaggio dei padroni e del loro profitto, furibondi attacchi all'occupazione, aumenti indiscriminati dei prezzi, sostegno alle stragi fasciste.

I lavoratori sono in tutto pregati, hanno rotto lo sciopero, hanno tentato ripresentando insieme ad una forte capacità di resistenza tutta la loro grande forza creativa.

Questa forza rappresenta oggi l'unico patrimonio su cui si può contare per portare il paese fuori dalla crisi,

liberandolo dalla Dc e dalla morsa del capitale internazionale.

Occorre far avanzare questa forza, occorre organizzare in tutto il paese il controllo popolare.

Con il voto del 20 giugno si leveranno saggiamente contro la Dc fuori dal governo.

Si può scommettere anche con il 55% perché i nostri obiettivi rappresentano i bisogni del 90% della massa.

Governo alle sinistre, potere a chi lavora.

**VOTA DEMOCRAZIA  
PROLETARIA  
PER IL GOVERNO  
ALLE SINISTRE**



## VERS UN AFFRONTMENT PLUS DUR

Les résultats des élections politiques n'ont pas répondu à ce que les prolétaires italiens attendaient et à ce que craignait la réaction nationale et internationale. La nouvelle grande poussée du PCI, sur lequel s'est concentré encore plus que le 15 juin de l'année passée le vote de gauche (qui dans certaines villes comme Naples à marqué des résultats extraordinaires) ne suffit pas à compenser les pertes du PSI et le résultat modeste de DP et du parti radical. Dès lors, les voix de gauche restent encore sensiblement en dessous de 50 %. Mais surtout, elles ne suffisent pas à contrebalancer le fort résultat de la DC, qui est l'aboutissement d'une campagne électorale menée dans un esprit anti-ouvrier, anti-populaire et anti-communiste le plus avoué et le plus ordurier. (...)

La nouvelle victoire du PCI n'aura pour le moment d'autre effet que celui de confirmer et accentuer les orientations politiques apparues après le 15 juin, à savoir la volonté substantielle, mais aussi la capacité partielle de "geler" le cadre politique même, en faisant recours ouvertement à la répression contre les luttes et au contrôle bureaucratique du syndicat.

Le tableau de la gauche n'est pas complet si on ne tient pas compte de la réduction substantielle de l'impact des propositions politiques de DP, dont nous nous considérons d'ailleurs responsables au même titre que les autres composantes (...). Ce résultat politique ne sera en tout cas pas sans conséquences sur les rapports de forces entre la composante révolutionnaire et classiste et celle modérée et collaborationniste du mouvement ouvrier. Ceci s'exprimera aussi bien dans la riposte à la répression, qui sera sans aucun doute renforcée à la suite de l'important succès démocrate-chrétien, que dans le soutien que le programme prolétaire et les progrès du pouvoir populaire rencontreront dans le mouvement (...). Derrière le résultat de ces élections, il y a en réalité un pas en avant nouveau et substantiel en direction d'un affrontement plus dur entre les classes, certainement pas dans les conditions politiques les plus favorables. La solution gouvernementale, que ces élections n'ont pas su apporter, ne pourra certainement pas venir d'une réédition à plus ou moins brève échéance, des formules gouvernementales antérieures, que d'aucuns prévoient déjà. Le caractère ingouvernable du pays, produit le plus riche - le plus complexe et donc aussi le plus ambivalent - de l'affrontement entre les classes qui s'est développé au cours de ces années en Italie, ne peut trouver un débouché que sur le terrain du rapport de force entre les classes. Ce doit être la montée du mouvement de masse, la force organisée des ouvriers dans l'usine, des chômeurs, des soldats, des femmes, des jeunes, des étudiants, la mobilisation générale contre le fascisme et la réaction (que nous avons vu opérer si puissamment durant cette campagne électorale), ce doit être cette force qui impose ses solutions à la crise institutionnelle du pays. Elle doit empêcher le PCI et le PSI d'alimenter la volonté démocrate-chrétienne de ne pas se faire chasser du pouvoir. La crise de la DC a atteint le point de non-retour que les événements politiques de l'année passée ont mis en lumière, sans possibilité d'équivoque, et que l'affirmation électorale du 20 juin ne peut certainement pas annuler. Cette crise doit se développer complètement : c'est-à-dire jusqu'à une rupture de la DC qui crée dans le pays et dans le Parlement une majorité de gauche que l'arithmétique électorale ne permet pas aujourd'hui (...).

Nous ne sommes pas en condition de tirer un bilan, aussi bien parce que, franchement, nous

ne l'avions pas prévu, que parce que nous ne disposons pas encore de toutes les données analytiques de ce résultat électoral. Nous estimons en tout cas qu'un test important de l'unité réalisée par la présentation unitaire - que nous ne cessons pas de considérer comme un résultat politique positif et irréversible - réside dans le choix de procéder à une analyse commune de ce résultat de la part des organisations qui, bon gré mal gré, en partagent la responsabilité. Ici, nous voulons seulement avancer quelques points que nous considérons acquis. L'appréciation pour la modestie des résultats ne doit aucunement être camouflée. Cela ne doit pas nous faire ignorer les données représentées par la richesse des rapports avec les masses que nous, LC - mais sous une forme différente aussi d'autres composantes de DP - avons établies pendant la campagne électorale. Ce fait n'a pas d'équivalent dans aucune autre période de l'histoire de la gauche révolutionnaire. Il peut et doit constituer dès maintenant le point de départ pour développer une discussion de masse sur la perspective politique de cette étape, et sur le rôle des révolutionnaires. Cette discussion est désormais tout à fait mûre dans le mouvement, il est impossible de nous y soustraire.

Quant aux données numériques du résultat électoral, nous ne voulons pas sous-estimer la façon dont à pesé sur LC une série de facteurs négatifs : l'exclusion des têtes de liste dans toutes les circonscriptions, le nombre réduit de nos candidats et le veto à la candidature de certains de nos camarades, notre exclusion substantielle à la télévision et à la radio, et l'insuffisance des moyens matériels, ainsi que le caractère absurde "séparé" que les autres composantes de DP ont imposé le plus souvent à notre campagne. Mais surtout, ces éléments ont opéré comme facteurs de renforcement d'une tendance plus générale, en grande partie indépendante de notre rôle, qui a poussé les prolétaires à faire bloc autour du PCI, autant et même plus que le 15 juin et par laquelle s'est exprimée la volonté de "dépasser la DC". Ceci a incontestablement été sous-estimé par nous. C'est cette même tendance qui, en ayant réduit au minimum nos électeurs par rapport à "l'aire" des prolétaires influencés par notre intervention et par nos propositions, a en même temps provoqué un véritable effacement de la base électorale précédente de DP et en particulier du PDUP, un effacement auquel n'est probablement pas étrangère la volonté d'une composante du PDUP de "punir" la liste unitaire qui s'était imposée contre leur volonté. Mais nous entendons reprendre ce discours en ayant à notre disposition plus de données factuelles et - nous le répétons - dans un débat franc et unitaire avec les autres composantes de DP.

Editorial du quotidien "Lotta Continua"  
23 juin 1976

# GCR



... Le 20 juin a exprimé plus que toute autre élection des trente dernières années, une polarisation sociale et politique croissante dont les prémices remontent à 1968. Les deux classes antagonistes ont fait bloc respectivement autour de la DC et du PCI comme leurs expressions politiques fondamentales. L'usure et l'effritement des formations dites intermédiaires en ont été la conséquence inévitable (...).

La DC a pu réaliser une récupération supérieure à ses espérances, justement parce qu'elle a été à nouveau considérée comme le seul pôle valable ou relativement valable, par toutes les couches d'exploiteurs, par tous ceux qui ont ou croient avoir quelque chose à défendre, qui craignent de faire les frais des transformations plus ou moins profondes qui pourraient se produire dans l'éventualité d'une victoire des partis ouvriers. Dans le cadre de cette offensive généralisée, des arguments idéologiques traditionnels, exerçant une action mystificatrice à l'égard de certaines couches populaires qui ne sont pas objectivement intéressées à la défense du statu quo, ont retrouvé un certain écho.

Le nouveau succès du PCI, qui a progressé presque partout, même par rapport au 15 juin, exprime, sur le plan électoral et parlementaire, deux phénomènes convergents. Le premier est l'homogénéisation et la maturation politique croissantes de la classe ouvrière et la recherche d'un instrument d'unification politique et organisationnelle, y compris par des couches jusqu'ici non politisées ou sous l'influence idéologique de l'adversaire. Le deuxième est la tendance de plus en plus nette à une polarisation autour de la classe ou-

rière de couches plus amples de travailleurs et de secteurs importants de la petite-bourgeoisie. Ce sont la contemporanéité et l'ampleur de ces deux phénomènes qui expliquent aussi bien l'extension du succès électoral du PCI que des bonds en avant particulièrement spectaculaires (le cas de Naples est exemplaire en la matière).

Le Parti Socialiste qui, historiquement a joué le rôle de force modérée du front ouvrier (malgré des poussées périodiques pseudo-maximalistes d'une nature par trop transparente) a payé le prix de cette radicalisation et polarisation qu'il s'était efforcé d'éviter pendant de longues années par sa stratégie de centre-gauche. Au demeurant, son secrétaire lui-même a déclaré : "Si la radicalisation a été la caractéristique de ces élections, il faut reconnaître qu'elle n'a pas été utile au PSI, comme elle ne lui a jamais été utile dans aucun autre moment de son histoire."

La DC a réussi à éviter un recul électoral ultérieur en maintenant, entre autres, sa position de majorité relative. Elle a obtenu un résultat important parmi les jeunes, non seulement à la suite des tendances déjà indiquées, mais aussi de l'effort accompli pour organiser et mobiliser activement une partie au moins de couches sociales sur lesquelles elle s'était limitée, pendant une longue période, à conserver son hégémonie, par le jeu des instruments institutionnels et par le clientélisme (l'effort réalisé par l'organisation "Comunione e liberazione" - organisation de jeunesse - est typique à ce sujet). Le résultat de la DC représente un point important en faveur de la bourgeoisie. Mais cette constatation ne doit pas faire oublier que :

a) la reprise de la DC a été assurée, dans une très large mesure, au détriment des formations qui, pendant les trente dernières années, à des échéances différentes et dans diverses combinaisons, furent des éléments intégrants du bloc politique hégémonique autour de la DC.  
b) Malgré le recul du PSI et la stagnation de DP, le front des formations qui se réclament du mouvement ouvrier a accompli un nouveau pas en avant. Somme toute, celui-ci est l'indication la plus significative sur l'évolution du rapport de forces entre les classes qui ne cesse donc d'être favorable à la classe ouvrière, même dans le miroir déformant d'une consultation électorale.

## **Pourquoi l'échec de Démocratie Proletarienne ?**

Les résultats globaux des listes de DP, plus modestes de ce qu'escomptaient même les pronostics les plus sobres, représentent incontestablement un échec pour l'extrême-gauche dans son ensemble. Cela est d'autant plus vrai que, dans certaines circonscriptions de l'Emilie et de la Toscane, et dans les circonscriptions de Calabre, il y a eu des reculs

particulièrement sensibles et des fléchissements se sont produits, même dans les citadelles milanaise et lombarde. Des progrès limités ailleurs, le plus souvent dus à la spécificité de certaines situations (par exemple à Turin où, l'an passé, la liste n'était présentée que par AO), la conquête du quorum dans la circonscription de Milan-Pavie et l'élection de 6 députés, ce qui n'est pas négligeable et qui peut offrir des marges d'action politique nouvelles, ne contrebalancent toutefois pas l'échec global.

Des facteurs objectifs ont eu incontestablement un poids déterminant. Fondamentalement, la constatation s'impose que la polarisation aiguë dans la campagne électorale a joué au détriment de DP, dont une partie des électeurs potentiels ont préféré renforcer le PCI (cela s'est passé surtout dans les zones où, en 1975, seul le PDUP était présent). Mais, à moins qu'elle n'accepte pas d'être reléguée parmi les formations "intermédiaires", DP doit avoir pleine conscience de la signification de ce fait. Dans une période de crise sociale et politique, une formation révolutionnaire devrait être favorisée par la polarisation et croître au lieu de régresser. Si le contraire se produit, comme cela fut le cas le 20 juin pour DP, cela signifie que la formation en question n'est pas apparue en situation d'accomplir ses tâches, soit parce qu'elle n'est pas apparue comme une force véritablement prolétarienne, soit parce qu'elle a commis des erreurs telles à compromettre sa propre crédibilité comme pôle alternatif aux formations réformistes.

La vérification électorale a fourni effectivement des éléments nouveaux pour l'analyse de la composition sociale de DP et de l'extrême-gauche en général. Le fait qu'une partie non négligeable de la base de DP a été attirée par les listes du parti radical confirme l'ampleur de la composante petite-bourgeoise radicalisée sur laquelle l'extrême-gauche a pu et pourra même dans l'avenir exercer une influence, non pas grâce à sa capacité d'exprimer une stratégie révolutionnaire globale, mais grâce à des batailles démocratiques conséquentes que les partis ouvriers traditionnels n'ont pas déclenchées, ou ont déclenché avec beaucoup de retard et d'hésitations. L'exode d'une partie des électeurs du PDUP - d'origine politique PSIUP et de composition sociale même prolétarienne ou populaire - démontre d'autre part la nature précaire d'une certaine influence gagnée par des prises de position équivoques.

Plus important encore : même les électeurs qui ont voté pour DP le 20 juin sont en majorité petits-bourgeois. Une analyse plus détaillée du vote permettra des appréciations plus précises. Toutefois, aussi bien à partir d'une analyse sommaire du scrutin sur une base territoriale, que l'hypothèse fondée se-

lon laquelle une partie non négligeable du million d'électeurs étudiants a voté pour DP, il en découle que seulement un pourcentage extrêmement modeste, sinon insignifiant, de la classe ouvrière, a choisi la liste unitaire de l'extrême-gauche. Il n'y a pas de doute que l'attitude prise pendant la lutte pour le renouvellement des contrats par le PDUP et dans une moindre mesure par AO, qui n'ont voulu à aucun moment et à aucun niveau contribuer à construire dans les syndicats et dans les conseils une alternative réelle aux directions bureaucratiques, et l'incapacité de l'extrême-gauche en général à apparaître comme point de référence crédible à tous les militants et les cadres qui critiquaient les plateformes et les méthodes de lutte, ont représenté un obstacle très sérieux et, dans le contexte donné, probablement décisif, à l'élargissement de l'influence de l'extrême-gauche dans la classe ouvrière et à l'amélioration de sa composition sociale.

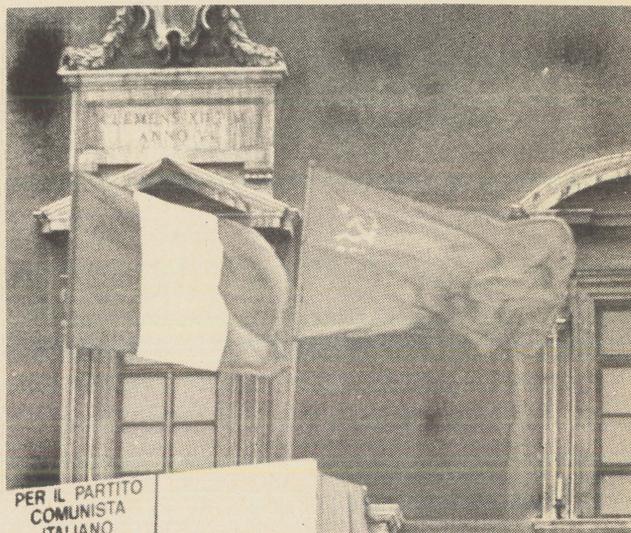
La situation qui s'est produite au cours des dernières années dans le mouvement étudiant à également pesé. Les incertitudes sur la stratégie et la méthode, les oscillations opportunistes pendant la bataille contre les décrets du gouvernement et surtout après sa conclusion négative, ont contribué à affaiblir le mouvement qui, pendant la dernière année, ne s'est développé que sectoriellement et pendant une période limitée. La conséquence en a été non seulement l'élargissement de l'influence des réformistes, mais aussi l'affirmation de composantes réactionnaires telles que "Comunione e Liberazione" (...).

Les formes dans lesquelles la liste unitaire a été réalisée et les orientations de la campagne électorale ont accru les difficultés, en contribuant à l'échec. Une réflexion critique et auto-critique, qui est absolument nécessaire, doit se baser sur les éléments suivants :

a) Le refus initial de la liste unitaire par le PDUP et l'acceptation restrictive de la solution unitaire, y compris par AO, ont rendu moins crédible l'opération dès le départ. L'argument d'après lequel la liste unitaire était beaucoup plus un apparentement pour éviter une dispersion des voix qu'une convergence politique, à joué dans le même sens. De plus, les composantes originaires de DP, malgré leurs efforts, n'ont pas réussi non plus à adopter un programme commun, en confirmant ainsi l'image de DP comme une formation peu homogène. Tout cela a eu d'autant plus d'influence que la composante PDUP a exploité, d'une façon de loin prépondérante, les grands moyens de communication de masse.

b) La formation des listes a été réalisée par des méthodes clairement discriminatoires envers LC en premier lieu, mais aussi envers d'autres composantes comme les GCR, et par de véritables tracasseries bureaucratiques, sans une utilisation de critères objectifs. Mé-

me le critère verbalement proclamé par tout le monde de la priorité aux candidats du "mouvement" a été peu appliqué ou ignoré, selon la convenance du PDUP et de AO : des candidatures significatives n'ont pas été retenues alors que d'autres, beaucoup plus discutables, à en juger par les résultats aussi, ont été imposées sans trop de scrupules. Les accords au sommet sur les voix préférentielles et la conséquence qui en est découlée, ont complété le tableau. Résultat : aucun des candidats du "mouvement" n'a été élu, et un seul a pu obtenir un siège à la suite de la renonciation d'un des dirigeants du PDUP.



c) Dans la quasi-totalité des cas, le PDUP et AO ont refusé toute forme de campagne électorale commune, de façon que DP est apparue comme une formation soutenue par deux, trois et même quatre campagnes qui n'étaient pas nécessairement convergentes. L'organisation de la campagne à la base, par les comités de DP, n'a été réalisée que très partiellement. Même sur ce terrain, le PDUP et AO ont imposé leur volonté monopolisatrice, en stimulant, dans la meilleure des hypothèses, les comités de DP comme les instruments de leur unification politique et organisationnelle.

d) Les efforts d'élaboration programmatique qui ont été incontestablement faits par les différentes formations et qui, conjointement aux débats qui ont précédé la formation des listes unitaires, représentent l'un des éléments les plus positifs du processus qui se déroule dans l'extrême-gauche, n'ont pas donné lieu à des confrontations réelles et ne se sont reflétés que fragmentairement et marginalement dans la campagne électorale.

e) Toutes les composantes de DP - GCR y compris - se sont avérées insuffisamment capables d'utiliser un langage accessible aux larges masses, en rendant par conséquent beaucoup plus difficile le dialogue indispensable avec les militants ou les électeurs des partis ouvriers traditionnels.

Tout cela a sérieusement compromis la possibilité, pour DP, d'apparaître comme un pôle crédible aux secteurs des masses influencés par la bureaucratie réformiste. Au moins une des composantes de DP a même renoncé à la tentative de gagner à DP des électeurs du PCI et du PSI (avec le résultat que dans certaines zones, de vieux électeurs du PDUP ont été gagnés par les polémiques du PCI). Plus généralement, il y a souvent eu la combinaison d'une opposition stratégique insuffisante et des polémiques banales, souvent tirées par les cheveux, parfois même incorrectes, en tout cas stériles.

## La bourgeoisie dans l'impasse

La bourgeoisie italienne, de même que la bourgeoisie internationale, peut se féliciter d'avoir échappé au danger d'une majorité des partis ouvriers. Plus concrètement, elle peut considérer comme positif le fait que la DC ait surmonté l'épreuve la plus difficile de son histoire et ne cesse de représenter un instrument politique décisif, l'élément central des futures formules de gouvernement. Dans ce sens, la déception pour les résultats du 20 juin éprouvée non seulement par le militant de l'extrême-gauche, mais aussi par des militants du PCI, a une base objective. Il est clair que cela détermine à échéance immédiate un contexte moins favorable de celui que l'on escomptait avant le 20 juin.

Toutefois, la situation objective et sa dynamique potentielle n'autorisent pas l'hypothèse d'un renversement de tendance ni d'un changement important. Après tout, les résultats du 20 juin ont révélé une évolution ultérieure du rapport de force global en faveur de la classe ouvrière, même après le 15 juin 1975, qui avait pourtant déjà marqué une évolution très nette dans la même direction.

La conséquence principale est que la bourgeoisie ne dispose pas, plus qu'auparavant, d'une formule de gouvernement réalisable à court terme et susceptible de cristalliser un nouveau bloc politique hégémonique. Sur le terrain parlementaire, et à plus forte raison au niveau des rapports sociaux, les possibilités de choix se sont rétrécies. En effet, une majorité du centre n'est plus possible, une majorité de centre-droite incluant le MSI non plus. Théoriquement, n'est possible qu'un retour au centre-gauche ou une forme de compromis historique. Des solutions de gouvernement monocolor et autres élucubrations ne seraient que des variantes des deux alternatives principales. Si on rappelle que la paralysie d'avant les élections s'était produite parce que le centre-gauche était épuisé, et que la DC et ses alliés repoussaient résolument le compromis historique dans toutes ses variantes possibles, l'impasse qui subsiste apparaît de toute évidence. A échéance immédiate, cette impasse est aggravée par l'opposition confirmée du

PSI à la relance du centre-gauche et par l'attitude de la DC qui, après avoir mené une campagne électorale avec une orientation précise, aurait de toute façon des difficultés énormes à opérer un tournant de 180 degrés en acceptant les ouvertures du PCI. (Dans une telle éventualité, il pourrait se produire des révoltes dans les groupes parlementaires, voire des ruptures organisationnelles dans le parti).

La conclusion à tirer est que la crise de la direction bourgeoise n'est pas sur le point d'être résolue, et que la période qui s'ouvre ne cessera pas d'être une période de grande instabilité, de contradictions internes persistantes dans le front de la classe dominante (...).

De toute l'analyse précédente, de même que de l'analyse d'ensemble des tendances des dernières années découle que le mouvement ouvrier pourrait se trouver dans une situation sous plusieurs aspects contradictoire. L'état d'esprit des masses, du moins à échéance rapprochée, sera influencé par l'effet combiné de la déception relative à cause de la reprise de la DC et de la conscience de la force accrue du principal parti ouvrier. Plus généralement, le stimulant des besoins fondamentaux qui peuvent être réduits, en dernière analyse, à la sécurité du poste de travail et à la défense du niveau de vie, ne sera pas atténué, mais par contre il pourra se renforcer si les tendances économiques actuelles se confirment. Dans un tel contexte, il y aura donc des conditions pour de nouveaux mouvements de masse vigoureux de la classe ouvrière, susceptibles d'impliquer des couches travailleuses plus amples. L'obstacle pour un développement effectif de tels mouvements - et à plus forte raison pour un aboutissement positif - continuera à résider dans la difficulté de développer des mouvements d'une telle ampleur avec les objectifs imposés par la situation, tendancielle de nature de transition, en l'absence d'une direction décidée à relancer la confrontation et à favoriser une dynamique anti-capitaliste du mouvement.

Encore plus que par le passé, le rôle des organisations syndicales et politiques du prolétariat sera décisif, même pour la relance de larges mouvements de masse. De nouvelles possibilités s'ouvriront pour les nouvelles avant-gardes et les organisations de l'extrême-gauche, et il y aura de nouvelles épreuves sévères. Objectivement, il existera la possibilité de faire ces pas en avant, qui n'ont pas été faits durant la dernière campagne pour le renouvellement des contrats. Des succès sur ce terrain dépendra dans une large mesure la possibilité de relancer effectivement, d'une façon crédible, des luttes pour des objectifs politiques d'ensemble.

Résolution du Comité Central des GCR  
27 juin 1976.

# ESPAGNE

## M. SAURA

# LA PEUR DE SEPTEMBRE



Que va-t'il se passer en septembre ? Cette question parcourt le pays ces dernières semaines, elle est posée avec crainte par la bourgeoisie, avec un ton de défi par les travailleurs. Le fantasme de septembre est fait d'une inflation record de l'ordre de 25%, d'un référendum clairement non-viable et d'une activité toujours croissante et menaçante des masses. Ce fantasme a provoqué la chute d'Arias.

Expliquer plus en détails les raisons de fond de sa "démission" est facile. Ce qui est par contre vraiment difficile, c'est d'expliquer comment il a pu se maintenir à la tête du gouvernement pendant ce temps, durant les six mois les plus combatifs de l'après-guerre, les plus désastreux économiquement depuis 1959, les plus incontrôlés du point de vue politique, social, économique... de toute l'histoire de la dictature. Seule la crise profonde de pouvoir de la bourgeoisie espagnole permet de comprendre qu'un gouvernement, dont la mission était de "contrôler la réforme du franquisme" ait pu survivre, bien qu'il soit l'image même de l'absence de contrôle.

Du "contrôle", il n'y en a pas eu et de la "réforme" on pourrait dire guère plus, particulièrement ces dernières semaines, pendant lesquelles auraient dû être approuvées les lois les plus importantes du projet gouvernemental : loi d'association et réforme du code pénal. La situation est devenue grotesque.

Aujourd'hui en Espagne, il existe une loi, approuvée par une large majorité aux Cortès, qui autorise la constitution de tous les partis "à l'exception de ceux interdits par le code pénal"; mais, en même temps, existe un code pénal qui interdit tous les partis sans exception.

Ces mêmes Cortès ont approuvé, pratiquement à l'unanimité, des orientations générales pour la réforme du code pénal dans lesquelles on affirmait explicitement l'interdiction "des organisations qui, soumises à une discipline internationale, aspirent à installer un "régime totalitaire", formule "astucieuse" pour maintenir dans l'illégalité les organisations communistes, tout en autorisant la Phalange qui défend dans son programme "l'Espagne totalitaire". Une semaine plus tard seulement, la commission des Cortès chargée de transformer ces "orientations générales" en projet de loi, adoptait, aussi avec une très grande majorité, une nouvelle rédaction du texte où avait totalement disparu toute référence au "totalitarisme" et à la "discipline internationale", remplacée par une vague allusion à la nécessité de "respecter la dignité humaine" et de défendre le "pluralisme politique".

Comme on le sait, les projets du gouvernement incluent le maintien du PCE dans l'illégalité, "dans une première phase"; mais des hommes clé du gouvernement, comme le Ministre de l'Intérieur Fraga, font dire à leur propre groupe politique - en l'occurrence "Reforma Democratica"- que le PCE devrait être légalisé sur le champ et que le gouvernement commettait une grave erreur à ne pas le faire. Il faut bien prendre des garanties pour l'avenir...

Tous ces faits, et bien d'autres encore qu'on pourrait raconter, correspondent à l'impossibilité de réformer le franquisme à partir du propre appareil franquiste, et à la conscience du gros de la bourgeoisie que la légalisation de l'ensemble du mouvement ouvrier est inévitable à court terme. Ces murs définissent l'impasse du "réformisme franquiste".

Le sommet de la crise s'est centré sur le référendum proposé dans des conditions telles qu'il pouvait mettre en danger la Couronne. Il y a quelques jours, de distingués représentants de la bourgeoisie "démocratique" ont envoyé un memorandum au Roi

pour l'avertir des dangers qu'il courrait si le référendum était mené à son terme, pas tant parce que le résultat pourrait être négatif - ce qui était absolument exclu, étant donné les conditions de farce électorale dans lesquelles il aurait lieu - mais parce que le Roi risquait d'apparaître directement compromis dans la fraude, et chacun connaît l'intérêt de la bourgeoisie à faire de la monarchie le facteur politique fondamental de stabilisation de son Etat. D'autre part, l'agressivité politique de l'extrême-droite franquiste allait en augmentant, avec l'objectif explicite d'obliger le Roi à réaffirmer ses promesses de fidélité au "18 juillet". Le Sénat franquiste s'est prononcé en ce sens et un des dirigeants du Bunker, Giron, envoyait à son tour un autre mémorandum significativement destiné au général le plus fasciste de l'armée espagnole : Milans de Bosch, chef de la division blindée "Brunete", le corps d'armée le plus puissant et le plus équipé de l'armée espagnole.

C'est dans cette situation que le Roi a décidé de mettre Arias de côté ; la mesure a trouvé un accueil enthousiaste de la part de la majorité de l'opposition bourgeoise et, seulement de l'extrême-droite se sont élevées de timides réticences.

Un dicton espagnol affirme : "l'homme est le seul animal qui bute deux fois sur la même pierre". La vieille sagesse populaire marque le futur politique immédiat de la bourgeoisie. La chute d'Arias ne marque pas la fin du projet de "réforme franquiste" mais seulement celle de la première de ses versions. Jusqu'à ce qu'on connaisse la composition du nouveau gouvernement, il ne sera pas possible de préciser la nouvelle tactique de la monarchie franquiste, mais on peut certainement dire qu'on va essayer d'arriver à la convocation des élections générales prévues pour le deuxième trimestre de l'année prochaine, en maintenant dans une illégalité "tolérée" les organisations communistes, bien sûr avec des marges de tolérance variables suivant les circonstances, et l'activité des diverses organisations ; qu'on va essayer d'obtenir l'appui, plus ou moins critique, des secteurs bourgeois de l'opposition et de la social-démocratie ; qu'on va essayer

de rendre le gouvernement indépendant du contrôle de l'appareil franquiste. Il s'agit enfin que le gouvernement assume directement le rôle "bonapartiste" au sein de la bourgeoisie que le propre Roi a dû représenter à partir de l'échec complet d'Arias, il y a déjà plusieurs mois. Les moyens changent mais l'objectif demeure : le grand Capital espère voir réaliser son rêve de disposer d'un Etat fort, monarchique, avec un Parlement à solide majorité bourgeoise et avec un secteur considérable de la classe ouvrière encadré par la social-démocratie.

Mais septembre s'approche. A coup sûr, on aura droit à de nouvelles promesses. Et probablement la majorité de l'opposition bourgeoise réclamera "une marge de confiance" pour le nouveau gouvernement, sans pour autant se compromettre directement avec lui. L'extrême-droite continuera à conspirer, essayant de torpiller dans la mesure du possible à partir des institutions franquistes, préparant son intervention autonome face aux élections, organisant sa "stratégie de tension" avec les attaques de ses bandes armées.

On aura le temps d'analyser avec précision les nouvelles contradictions politiques internes de la bourgeoisie et la façon dont ses diverses fractions vont s'adapter à la situation nouvelle. Mais ce qui est sûr en tout cas, c'est que l'activité des masses ne se ralentira pas, que les luttes des usines, des quartiers, de l'enseignement, des jeunes, des femmes... que nous avons connues depuis janvier, n'ont été qu'un modeste avant-goût de l'"automne chaud". On ne pourra arrêter la mobilisation des travailleurs, ni avec des promesses, ni avec des "conquêtes partielles".

Cinquante mille manifestants de tous les quartiers populaires madrilènes criaient il y a quelques jours : "Madrid est à nous !" Ce n'était pas une illusion, mais un défi qui reflétait l'état d'esprit de millions de travailleurs espagnols qui ne cesseront de combattre jusqu'à ce que "Madrid" leur appartienne.

3 juillet 1976.





# LA CRISE POLITIQUE CHINOISE

Depuis les incidents dramatiques de la place Tien An Men à Pékin, le 5 avril dernier, des événements dans la République Populaire de Chine ont retenu l'attention de l'opinion publique mondiale, particulièrement du mouvement ouvrier et révolutionnaire international. Nous publions ci-dessous une contribution à l'analyse de ces événements, écrite par un camarade marxiste-révolutionnaire d'Asie, militant sur le terrain. A cause de sa longueur, nous publions cet article en deux parties. Dans ce numéro, le camarade Wu traite de la situation en Chine après la Révolution Culturelle et des tentatives de la fraction maoïste de la bureaucratie chinoise de "poursuivre" la révolution culturelle. La deuxième partie traitera des événements-mêmes du 5 avril, analysera l'idéologie et l'orientation des fractions opposées du Parti Communiste Chinois, et examinera les perspectives du déroulement ultérieur de la lutte.

par WU

C'est au moment où une hypothèse générale supposait que la campagne "anti-droitière" disparaissait de la scène politique chinoise, qu'il y eut un surgissement inattendu : la manifestation violente et spontanée à Pékin le 5 avril (voir Inprecor n°50 du 29 avril), suivie par la décision du Bureau Politique du parti de destituer Teng Hsiao-ping de toutes ses fonctions, ne le maintenant que comme membre du Parti Communiste Chinois. Quelles seront les conséquences de ces deux événements politiques ? Quelle est la raison de cette campagne "anti-droitière" ? Est-ce simplement une continuation de la Révolution Culturelle ? Quelles sont les causes sociales qui sous-tendent le conflit récent et comment les masses vont-elles y répondre ? Quelle est la nature des fractions qui s'opposent à l'intérieur du PCC ? Telles sont certaines des questions importantes soulevées par les événements.

Pour essayer d'y répondre, il faut d'abord examiner la situation qui prédominait dans le pays après la Révolution Culturelle.

## La situation au lendemain de la Révolution Culturelle

La période commencée au 9ème Congrès du PCC en avril 1969 et terminée à la mort de Chou En-lai en janvier dernier, fut marquée par deux caractéristiques : d'une part, le pouvoir croissant de l'armée dans l'appareil d'Etat en rapport avec la consolidation de la position de Lin Piao, suivie par son déclin et sa chute ; d'autre part, la réhabilitation discrète de toute une couche de "partisans de la voie capitaliste" qui avaient été écartés pendant la Révolution Culturelle. Ce tournant fut accompagné d'un certain nombre de campagnes politiques exprimant partiellement des luttes fractionnelles dissimulées dans le parti. Alors que d'anciens fonctionnaires regagnaient leurs postes, les "éléments nouvellement apparus" de la Révolution Culturelle disparaissaient ou étaient affaiblis et certains aspects de la politique intérieure d'avant la Révolution Culturelle furent réinstaurés. La mort de Chou En-lai a représenté la disparition du lien indispensable qui permit au parti et à l'appareil d'Etat de reconstruire leur unité et leurs fonctions, malgré les hostilités temporairement cachées parmi les fractions et groupes divers.

En fait, la Révolution Culturelle n'a établi aucune unité à l'intérieur du PCC. Le seul point sur lequel tous les divers groupes et fractions s'unirent fut le besoin urgent d'éliminer le développement politique indépendant qui émergea du mouvement rebelle des Gardes Rouges, et de reconstruire le parti et la machine étatique disloqués pendant la Révolution Culturelle. La fraction maoïste ne l'emporta pas politiquement. En mettant un terme à la Révolution Culturelle, la fraction maoïste se vit obligée de faire deux concessions. L'armée fut reconnue comme le

seul instrument effectif pour rétablir l'ordre social et mettre fin au mouvement de masse. Simultanément, des concessions furent faites à la majorité des cadres de l'Etat et du parti, dont de nombreux avaient été combattus tant que partisans de la "ligne noire" de Liou Shao-chi. Telle qu'elle était, fondée sur un compromis, la nouvelle unité était vouée à une vie courte. Deux ans après le 9ème Congrès, Lin Piao fut soudainement éliminé dans des conditions qui restent mystérieuses. Mais, compte-tenu du changement qualitatif de la politique étrangère chinoise vis-à-vis des puissances impérialistes, de l'Union Soviétique et de l'accusation faite à Lin Piao de s'être rangé du côté des "révisionnistes soviétiques", il est fort possible que se développèrent des conflits à propos de l'orientation de la politique étrangère. C'était là un élément de l'arrière-plan de la liquidation de Lin Piao. L'autre élément fut, que tant que l'armée maintiendrait son contrôle sur la société, le poids du parti dans le fonctionnement de l'Etat serait réduit et les liens étroits entre le parti et les masses seraient par conséquent gravement atteints. Ce serait en contradiction avec les positions, la politique et les intérêts de la fraction maoïste.

Mais, hormis les détails de la liquidation de Lin Piao, l'évènement lui-même confirma que la Révolution Culturelle s'était terminée par un compromis sans lequel toute la bureaucratie éclatée se serait trouvée en grave danger. Mais c'était un compromis que la fraction maoïste ne pouvait tolérer que temporairement et pour des raisons purement tactiques.

## Le retour au "bon vieux temps"

A la veille de la chute de Lin Piao, l'ordre d'avant la Révolution Culturelle recommença à apparaître, comme ce fut manifesté de façon très impressionnante par le retour de Teng Hsiao-ping en avril 1973. En fait, presque tous les "partisans de la voie capitaliste" qui furent épurés, sauf Liou Shao-chi, pendant la Révolution Culturelle, sortirent de leur exil politique et réintégrèrent les appareils du parti et de l'Etat; dans de nombreux cas, leurs nouveaux postes étaient plus élevés que ceux dont ils avaient été démis auparavant. C'était une tendance naturelle. D'abord, qui d'autre pouvait remplir le vide après plusieurs années de contrôle semi-militaire, une fois que l'armée ait été écartée soudainement de la scène politique? Ensuite, la politique de la fraction maoïste devint extrêmement inefficace, incapable qu'elle était de susciter des initiatives de masse sous le contrôle bureaucratique en place. Ainsi, il y avait un mécontentement des masses croissant, et pour le moins, des doutes chez de nombreux cadres du parti.

En ce sens, l'ascendant de feu Chou En-lai dans l'appareil d'Etat n'était pas du tout le

produit d'un individu seul. Il correspondait plutôt aux aspirations et à l'humeur de secteurs importants des masses et de nombreux cadres qui recherchaient alors la "stabilité". C'était une tendance silencieuse mais très puissante. La fraction maoïste la prit à son compte, puis elle fut renforcée par la suite par le retour de nombreux "partisans de la voie capitaliste". La dernière grande "contribution" de Chou au PCC fut de le guider dans cette "révolution" silencieuse en évitant la confrontation ouverte.

La fraction maoïste commença à résister prudemment à ce processus par l'organisation des mouvements de masse politiques comme les campagnes "anti-Lin Piao - anti-Confucius", "contre le courant", "contre les droits bourgeois", la campagne agraire et la campagne "révolution de l'enseignement". A l'exception de la dernière, pourtant, toutes ces campagnes en restèrent au niveau de la propagande et eurent pour fonction principale de mesurer la force de la fraction maoïste au sein du parti et parmi les masses. La fraction maoïste évita la confrontation ouverte avec les bureaucrates et leurs partisans réintégré dans le parti, qui, à leur tour, répondirent aux campagnes maoïstes en les freinant et en déviant leurs trajectoires. Cela leur fut possible avant tout parce que les éléments principaux de la machine étatique étaient de leur côté et que les campagnes maoïstes manquaient de soutien populaire de toute façon. Au mieux, les masses répondirent à ces campagnes de manière formelle, comme à un rite. Aussi, les bureaucrates et leurs partisans réintégré dans le parti (que par souci de simplicité nous appellerons "partisans du retour en arrière") étaient en bien meilleure position que les maoïstes en ce qui concerne le rapport de forces au sein du parti, de l'appareil d'Etat et parmi les masses.

## Confusion et démoralisation chez les cadres inférieurs

Pendant toute la période d'après la Révolution Culturelle, sans doute peut-être aucune force ne fut aussi troublée, aussi confuse et aussi démoralisée que les cadres inférieurs du parti et de l'appareil d'Etat. Leur dilemme était - et reste toujours - enraciné dans le fait qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'exécuter la politique décidée par les autorités supérieures. Défier cette politique signifierait l'extinction politique. Mais, parce qu'ils appliquèrent cette politique, soudainement condamnée pour sa fausseté, ils furent sujets à des punitions ultérieures. C'est une leçon qu'ils avaient tirée de tous les revirements possibles consécutifs aux batailles d'orientation durant la période d'après la libération, qu'ils durent apprendre de la façon la plus pénible au cours de la Révolution Culturelle. Parallèlement, les chan-

gements de la ligne politique étaient pratiquement imprévisibles. Hier, l'impérialisme américain était l'incarnation de tous les maux ; aujourd'hui, on devait accueillir le plus chaleureusement possible les chefs de ce même impérialisme. Hier, Lin Piao était l'héritier révolutionnaire infaillible du Président Mao ; aujourd'hui, en l'occurrence, il était de fait devenu un contre-révolutionnaire-né.

Ces cadres trouvèrent pratiquement incompréhensibles les luttes d'orientation se développant au sommet, et cela était plus vrai que jamais après la Révolution Culturelle. Il n'y a pas de mystère là-dessous. En absence de démocratie dans le parti, les divergences internes n'ont jamais été discutées et résolues par décision majoritaire. En fait, les cadres inférieurs n'ont même jamais été tenus au courant que des divergences étaient apparues dans la direction. L'évolution singulière de la lutte interne resta une énigme pour ces cadres qui furent constamment obligés de deviner dans quel sens soufflait le vent. Et la devinette était risquée. On pouvait toujours tomber du mauvais côté puis en subir les conséquences.

Au même moment, ces cadres inférieurs étaient confrontés à un autre dilemme. La Troisième Révolution Chinoise, victorieuse en 1949, ne donna pas naissance à une bureaucratie puissante comparable à celle d'Union Soviétique après la réaction stalinienne. Bien sûr, le contrôle bureaucratique a existé - et existe toujours. Mais le mode d'existence de ce contrôle dépend encore jusqu'à un certain point de la confiance du peuple dans le parti, ce parti qui le mena à la victoire. Simultanément, la bureaucratie est suffisamment faible pour requérir la coopération des masses pour appliquer sa politique décidée en l'absence de démocratie prolétarienne. C'est pour cela qu'aujourd'hui encore la Chine entretient une sorte de démocratie horizontale. Il est permis aux masses de discuter de la meilleure façon d'appliquer la politique imposée (formulée hors de leur contrôle) ; elles peuvent aussi en élaborer tous les détails pour ce faire. A cause de cela, les cadres inférieurs sont contraints de rester étroitement liés aux masses et ils doivent se prêter, d'une manière ou d'une autre, à toutes leurs humeurs. De plus, en appliquant la politique imposée, ces cadres inférieurs sont obligés d'expliquer sa signification aux masses, sinon la prise en charge par les masses de cette application serait impossible. De ce fait, les cadres qui n'ont aucune idée du pourquoi de cette politique ont toutes les difficultés à mobiliser les masses pour la soutenir.

Pendant la période d'après la Révolution Culturelle, et spécialement pendant ces dernières années, la façon dont ces cadres ont répondu à ce dilemme se réduisait à éviter en pratique l'application de la politique, en se présen-

vant ainsi une couverture au cas où un tournant ultérieur la déciderait complètement fausse. Ce phénomène était si répandu que le parti et l'Etat devaient encore et toujours faire appel aux cadres pour appliquer la politique expédiée d'en haut.

Les cadres n'osaient pas ignorer totalement les diverses campagnes qu'ils avaient l'ordre de développer, mais ils n'y apportèrent que des réponses rituelles et formelles. C'est une des raisons pour lesquelles les diverses campagnes lancées par la fraction maoïste s'épuisèrent sans avoir eu d'effets. La bureaucratie toute entière fut plongée dans une crise réelle par ce sabotage de facto des cadres locaux pendant toute la période d'après la Révolution Culturelle ; cela ne signifiait rien d'autre que l'affaiblissement du contrôle bureaucratique, qui menaçait d'affecter la totalité de la structure sociale du pays. D'autre part, le vide qui survint entre les autorités centrales de Pékin et la base, permit le développement autonome parmi les masses. L'enchaînement des événements ainsi mis en marche devait atteindre son paroxysme lors des affrontements de la place Tien An Men le 5 avril 1976.

## La classe ouvrière s'éveille

La Révolution Chinoise de 1949, à la différence de la Révolution Russe de 1917, n'était pas un produit de la capacité de la classe ouvrière à cueillir de ses propres mains le pouvoir d'Etat et le centraliser. En ce sens, la classe ouvrière chinoise n'a jamais "été victorieuse" au vrai sens du terme. D'autre part, puisqu'elle servit de base principale au parti pour la transformation de la vieille Chine et de colonne vertébrale à la construction de l'économie socialiste, la classe ouvrière n'a jamais subi de défaite politique. En tant que classe qui profita le plus profondément de la révolution, la classe ouvrière en vint à dépendre du parti et à presque ignorer la bureaucratie rapide de la révolution. En ce qui concerne le parti, l'application de ses campagnes rendait la soumission de la classe ouvrière d'une importance politique centrale. En retour, la dépendance par rapport au parti était le point politique faible de la classe. Parallèlement, cette relation exprimait un aspect très fragile du pouvoir du parti et de la bureaucratie dans la mesure où la bureaucratie ne pouvait risquer une rupture politique ouverte avec les travailleurs. Par conséquent, tout développement politique autonome au sein de la classe ouvrière pourrait avoir un effet important et direct ainsi qu'un impact sur la caste bureaucratique.

Pendant plus de 25 années, le PCC n'eut pas à se soucier de la fidélité politique de cette classe. L'an dernier, pourtant, cet état de choses changea radicalement. La docilité de dizai-

nes d'années du prolétariat prit fin. Les luttes ouvrières pour de meilleures conditions de travail et pour l'augmentation des salaires auraient commencé pendant la seconde moitié de l'année 1974. A Canton, il y eut des manifestations de soldats du rang retraités qui allèrent jusqu'à mettre en cause les méthodes de direction du parti et à l'attaquer comme étant "bureaucratique". Ces soldats retraités avaient été des travailleurs avant de rejoindre l'armée et sont redevenus des travailleurs après l'avoir quittée. D'après les informations de Hong-Kong, la vague de luttes ouvrières de 74-75 était hautement spontanée et provoqua des réactions en chaîne. Ceci montre que la conscience politique relativement élevée manifestée pendant les mouvements de grève n'était pas seulement un phénomène local ou régional, mais une expression de la classe ouvrière à l'échelle nationale.

La façon dont le PCC est intervenu pour mettre fin à ces grèves fut significative, le cas de Hangchow étant le plus révélateur. Wang Hung-wen, l'étoile montante "radicale" de la hiérarchie du parti, un homme fortement loué pour ses origines prolétariennes, faillit dans sa tentative désespérée pour ramener au calme les travailleurs de Hang-Tchéou. La magie du maoïsme, le glorieux appel "révolutionnaire" et l'autorité du PCC ont perdu leur pouvoir de persuasion et leur autorité morale. Pour la première fois, la classe ouvrière a dit "non" - et fermement - au parti qui était censé la représenter et auquel elle avait donné toute sa confiance. La grève se termina enfin quand le régime recourrut à l'intervention de l'armée, grâce à Teng Hsiao-ping, qui entretemps avait réintégré son poste.

Le fait que de nombreuses unités de l'armée furent mises en état d'alerte et que le trafic ferroviaire national fut complètement perturbé à cause de troubles du travail, montre à quel point la vague de grèves s'étendit. Ceci a été confirmé plus avant par des informations concernant des réductions substantielles de la production résultant des mouvements de grève. Mais par-dessus tout, les initiatives des travailleurs indiquaient que même la section la plus solide de la base politique du parti a été atteinte et affaiblie peu à peu. De plus, les grèves ouvrières représentèrent la première apparition d'un mouvement de masse complètement indépendant à la fois du parti dans sa globalité comme de toutes ses fractions, quelles qu'elles soient, car même la fameuse tendance ultra-gauche du mouvement rebelle des Gardes Rouges dut son émergence à la fraction maoïste

## **Le problème de l'agriculture**

L'agriculture est un grave problème pour la Chine. Pendant un quart de siècle, la direction du parti a affronté des problèmes tels

que : la propriété; comment rendre effective et productive la collectivisation du travail dans l'agriculture; comment réaliser l'accumulation primitive basée essentiellement sur le niveau de subsistance de la production agricole; enfin, comment entreprendre la mécanisation et la modernisation de l'agriculture. Après 27 ans de pouvoir, le PCC affronte encore ces mêmes problèmes, quoique sous d'autres formes. L'histoire a montré que ce qui est impliqué dans ces problèmes, ce n'est pas uniquement la question de la production, mais aussi des problèmes politiques et sociaux.

Avant la Révolution Culturelle, il y avait deux approches différentes de l'agriculture. Celle des maoïstes était une sorte d'approche "volontariste", prétextant qu'une conscience politique élevée permettrait aux masses de résoudre tous les problèmes. Cette politique disparut dans les ruines du Grand Bond en Avant et de la catastrophe économique du début des années 60. La politique préconisée par Liou Shao-chi insistait beaucoup plus sur l'augmentation des gains matériels de la paysannerie et permettait même le développement temporaire du capitalisme, jusqu'à ce que la production agricole puisse être remise sur pied.

Après la Révolution Culturelle, rien n'a été substantiellement changé ni amélioré à la campagne. Le développement de l'industrie est encore trop faible pour apporter un réel soutien à la campagne. Au contraire, le développement industriel continue à reposer sur la "compression" de la paysannerie. Le marché noir est toujours florissant, au moins en Chine méridionale. Des échanges privés de produits entre des brigades ou des équipes de production existent encore. Des lots privés, distincts des terres collectives, prospèrent toujours, et les paysans continuent à faire plus d'efforts pour cultiver leurs propres champs qu'ils n'en font dans les champs collectifs. Il serait extrêmement difficile d'accélérer la production agricole sans augmenter le niveau de vie de la paysannerie et sans une industrialisation élémentaire de l'agriculture. En même temps, le PCC qui continue à poursuivre sa politique d'accumulation maximale au prix du maintien du bas niveau de vie des masses, est incapable d'améliorer substantiellement les conditions de vie à la campagne.

De surcroît, il existe un autre problème brûlant à la campagne : celui de cette jeunesse urbaine fuyant le travail, souvent envoyée de force dans les villages pour s'y établir la vie durant. D'après des chiffres officiels, ces jeunes sont au nombre de 12 millions. Au début des années 60 et ensuite, beaucoup de jeunes se portèrent volontaires pour aller à la campagne, répondant aux appels romantiques du parti. Mais cet idéalisme perdait toute son attirance quand il se heurtait à la dure réali-

té. La vie à la campagne s'avéra misérable, la jeunesse urbaine qui débarquait là rencontra l'hostilité de la paysannerie, trouva difficile de gagner sa vie (sans parler de se marier et de fonder une famille); ces jeunes furent souvent obligés de recourir à une aide mensuelle de la part de leurs parents ouvriers, à court d'argent en tout cas. En fait, nombreux sont ceux qui reprirent illégalement le chemin des villes. Le mécontentement politique enraciné chez ces jeunes (particulièrement parce qu'ils avaient été politiquement actifs et qu'ils avaient connu la montée des mouvements de masse pendant la Révolution Culturelle) est devenu un terrain fertile pour l'extension de la pensée et de l'action révolutionnaires.

## La "poursuite" de la Révolution Culturelle

Bien longtemps avant l'actuelle campagne "anti-droitière", la fraction maoïste avait engagé des tentatives avortées contre les "partisans du retour en arrière". Les campagnes "contre le courant" et "contre les droits bourgeois" furent deux des plus manifestes. Elles



avortèrent en ce sens où elles furent émusées par les "partisans du retour en arrière" et elles en perdirent leur contenu politique. Pour comprendre ces campagnes, il est important de se rappeler que la polarisation politique apparut tout d'abord au sommet de la direction du parti. De plus, le processus de polarisation et les conflits qui en résultèrent survinrent dans une structure bureaucratique dans laquelle il n'y a pas de démocratie interne. De ce fait, il était difficile pour toute fraction formée au niveau de la direction, de juger avec précision l'étendue du soutien qu'elle pourrait obtenir du parti, en partie parce que les cadres hésitaient souvent avant de re-

joindre telle ou telle fraction. Parce que leur rapport de forces n'était pas clair, la lutte entre les deux fractions prit une tournure particulière. Le groupe qui prend l'offensive lance généralement une campagne prospective et éducative; campagne prospective en ce sens où les résultats et les réponses à la campagne doivent permettre de déterminer quels secteurs de la bureaucratie ont compris et répondu positivement au message de la campagne; campagne éducative en ce sens où elle doit servir d'alarme à toute la bureaucratie du parti signalant qu'une autre bataille d'orientation est en cours. En même temps, les positions et argumentations sont transmises aux cadres du parti. Mais la réalisation pratique de la campagne n'est pas encore totalement expliquée. Tel est le mécanisme social des luttes fractionnelles en Chine.

Les résultats manqués de ces campagnes montrèrent que la fraction maoïste n'était pas en bonne posture dans le parti et l'appareil d'Etat en ce qui concerne le rapport de forces. Mais, à cause du caractère-même abstrait de ces campagnes, leur échec n'entraîna pas la défaite de la fraction maoïste dans la lutte. Tout au plus, on peut les définir comme des reculs pour les maoïstes. Il y eut beaucoup de reculs de ce genre avant que ne soit lancée l'actuelle campagne "anti-droitière". Néanmoins, en novembre dernier, la fraction maoïste a de nouveau lancé une campagne, cette fois de nature plus directement confrontationniste et provocatrice que pour la plupart des campagnes des quelques années passées.

## La "révolution de l'enseignement"

La "révolution de l'enseignement" explosa en novembre 1975. Son but avoué était de s'opposer à des changements introduits par l'orientation "nouvellement apparue" dans l'enseignement qui suivit la Révolution Culturelle, et d'attaquer en particulier Chou Jung-hsing, ministre de l'éducation.

Deux caractéristiques ressortent des "nouveau-tés de la Révolution Culturelle". D'une part, la dogmatisation et la vulgarisation de l'art et de la littérature - les "opéra-modèles" de Chiang Ching en fournissent la meilleure illustration. Les campagnes "culturelles" ont permis à la fraction maoïste d'imposer un contrôle serré sur les moyens de propagande. D'autre part, il s'agit de la révision de la politique d'enseignement. Selon la nouvelle politique, les institutions d'enseignement supérieur ne recrutent plus les étudiants directement des lycées. L'inscription est limitée aux jeunes qui travaillent déjà, et qui ne sont pas nécessairement diplômés des lycées. Ils doivent être recommandés par le comité du parti de l'unité avec laquelle ils travaillent, et ensuite ils doivent obtenir la permission de l'institution à laquelle ils s'a-

dressent. Le critère principal est l'activité politique docile, et non les réussites scolaires. Les nouveaux étudiants doivent apporter leur soutien aux "nouveau-tés" dans le domaine de l'enseignement, sinon ils ne pourraient pas entrer à l'université. En d'autres termes, ce sont ceux qui ont bénéficié du système introduit par la fraction maoïste, ce qui explique pourquoi c'était sur la base de ce nouveau système que la fraction maoïste prit une fois de plus l'offensive contre les "partisans du retour en arrière". Dans ce milieu, les maoïstes pouvaient compter sur un soutien positif et docile.

Même avant la campagne, deux orientations s'étaient heurtées dans les universités. Les diplômés du Collège Agricole de Chao Yang, dont le directeur est le neveu de Mao, adressèrent une lettre ouverte à Mao, déclarant : "l'année dernière, pendant les mois de juillet, août et septembre, différentes sortes de discours grotesques et de théories bizarres apparurent en matière d'éducation, et un vent de tentatives droitières s'est levé pour renverser les décisions." (Le Quotidien du Peuple, 26 janvier 1976). D'après les attaques organisées par les maoïstes, il semble évident que les "partisans du retour en arrière" voulaient et peut-être essayèrent de remodeler le système d'éducation parce qu'ils croyaient que l'enseignement actuel était considérablement inférieur à ce qu'il était pendant la période précédente la Révolution Culturelle.

La nouvelle campagne sur les campus avait deux traits spécifiques qui la distinguaient des campagnes précédentes. D'abord, un officiel particulier (le ministre de l'éducation) fut choisi comme cible. Ensuite, des rumeurs circulèrent selon lesquelles la fraction maoïste tenterait d'en prendre d'autres dans le filet au cours de la campagne. La cible n'était pas encore Teng Hsiao-ping. Mais ceux qui firent l'expérience du déroulement de la Révolution Culturelle se souvinrent que Liou Shao-chi ne fut pas désigné comme la cible dès le début de ce mouvement. C'est une autre tactique maoïste particulière, qu'il est très facile de comprendre. Si les représentants au sommet de la fraction opposante étaient contestés ouvertement dès le départ, la campagne n'aurait aucune marge de manœuvre, ce qui pourrait lui être fatal s'il ressortait que le cours de la bataille allait dans le mauvais sens. La tactique maoïste permet la flexibilité suivante : si la situation évolue favorablement, la fraction maoïste peut petit à petit encercler la direction centrale du camp opposé et peut éventuellement l'éliminer ; d'autre part, si la situation après le lancement de la campagne n'apparaît pas si positive, les maoïstes peuvent se retirer sans avoir contesté ouvertement l'autre côté, (rétablissant ainsi une sorte de "coexistence pacifique") et attendre un meilleur moment pour relancer l'attaque.

Avant la mort de Chou En-lai, il apparaissait que la "révolution de l'enseignement" était déjà bloquée par les "partisans du retour en arrière" et qu'elle serait très bientôt diluée dans une autre campagne politique inoffensive et quasiment sans effet réel. Le Quotidien du Peuple du 14 janvier atténua la campagne, en écrivant que "dans la période précédente, le discours grotesque et les théories bizarres des tentatives droitières de renverser les décisions avaient créé une confusion idéologique, et si cette situation n'avait pas changé à temps, elle pourrait définitivement aboutir à des scissions et nuire à l'état de stabilité et d'unité. A travers ce grand débat, les raisons et les torts de l'orientation ont été éclaircis et la pensée du peuple est unie. Aujourd'hui, sur la base de l'orientation révolutionnaire du Président Mao, des camarades qui avaient des divergences idéologiques les derniers mois, s'unissent à nouveau et mènent à bien la lutte côte-à-côte. Ils disent : "nous combattons de nouveau dans la même tranchée".

Ici, le message est clair : en tant que "grand débat", la "révolution de l'enseignement" était terminée. Bien que la campagne avait commencé dans les universités de Tsinghua et de Pékin dès le 3 novembre 1975, dès le 18 novembre elle était déjà sous le contrôle des comités du parti à l'université, lesquels comités étaient sous la direction de ce même ministre de l'éducation qui était attaqué. De plus, sous la direction de ces comités, la formation de groupes de combat et de liens avec des groupes d'autres universités étaient interdites.

Les résultats de cette "révolution de l'enseignement" montrèrent que la fraction maoïste ne pouvait pas continuer à approfondir sa campagne et affronter l'autre camp, alors que ce dernier était obligé temporairement d'atténuer son propre discours en matière d'éducation. Ainsi, la fraction des "partisans du retour en arrière" fit marche arrière pendant la bataille, quand au même moment, la fraction maoïste était incapable de pousser plus avant sa propre offensive. De ce fait, le conflit aboutit à une impasse, et si la mort de Chou En-lai n'était pas survenue juste à ce moment-là, la paix aurait pu régner quelque temps.

La tension dans le parti s'accroît à la suite de la mort de Chou. Au centre du conflit était une question brûlante : qui succéderait à Chou, comme Premier Ministre de Chine ? Formellement, c'était une question de pouvoir, et non d'orientation. Mais en substance, dans une structure aussi fortement bureaucratifiée que le PCC, la question du pouvoir est celle de l'orientation. Les deux camps ont compris la simple vérité que toute orientation pouvait être réalisée par la conquête des postes de direction. La lutte pour la succession semble

avoir été féroce. D'après des dépêches de source étrangère en provenance de Pékin, une session plénière du Comité Central du parti, qui s'est tenue fin janvier-début février, fut incapable de respecter l'ordre du jour prévu après s'être fourrée dans une impasse sur la question du successeur de Chou. Le fait que Hua Kuo-feng, homme d'une importance limitée, acquit le poste à la place de Teng Hsiao-ping ou de tout autre leader connu de la fraction maoïste, prouve qu'aucun camp n'a été capable de s'imposer à l'autre.

Chou jouissait d'un grand soutien parmi les cadres du parti comme parmi les masses. Et sa mort rompit les rapports de force internes au parti à différents niveaux entre les deux camps. Libérée de devoir composer avec la grande influence personnelle de Chou, la fraction maoïste se mit rapidement en position pour une autre offensive, visant à renverser l'autre côté. La paix instable tomba en morceaux.

### La campagne "anti-droitière"

Le signal de la guerre tomba le 6 février. On ne pouvait le manquer. Un article parut dans le Quotidien du Peuple sous ce titre inquiétant : "Continuation et Approfondissement de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne". Cet article définit la campagne de janvier sur l'enseignement et la science comme une grande lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Il spécifia même que "les partisans de la voie capitaliste sont encore là, ainsi que les capitulateurs. Ce sont les détenteurs du pouvoir à l'intérieur du parti qui insistent pour suivre l'orientation révisionniste de Liou Shao-chi et de Lin Piao; ils refusent encore de corriger leurs erreurs". L'article se terminait par un avertissement : si ces "partisans de la voie capitaliste" refusaient d'expier leurs péchés, comme il se devait, ils partageraient le sort de Liou Shao-chi. Par cet avertissement, la fraction maoïste brandissait à la fois la carotte et le bâton.

Une escalade prudente des affiches murales prit son élan, tout d'abord à Pékin puis dans d'autres villes importantes, de manière assez semblable à la phase initiale de la Révolution Culturelle. Les étudiants de Pékin étaient organisés en Equipes d'Etudes; on les envoyait à Shangaï pour y promouvoir l'agitation parmi les travailleurs et les étudiants. Des meetings du mouvement furent tenus dans les universités, dans les lycées et dans les usines. Les travailleurs furent transportés en cars dans les campus de l'Université de Pékin pour y étudier les affiches murales. Partout dans le monde, la question était posée : la deuxième Révolution Culturelle est-elle en marche ?

La réponse à cette question dépend de la façon dont on perçoit la Révolution Culturelle.

Si on la caractérise simplement comme une lutte pour le pouvoir entre fractions et individus, alors une deuxième Révolution Culturelle est véritablement possible. De notre point de vue, cependant, bien qu'initiée par la fraction maoïste, la Révolution Culturelle fut caractérisée par la libération de la spontanéité des masses qui jusqu'à un certain point, parvint à échapper au contrôle de l'une ou l'autre des fractions du parti; elle mena à un assaut massif de la bureaucratie et propulsa un mouvement de masse politique indépendant, qui menaça directement la persistance de la domination du PCC et de la structure bureaucratique qu'il avait construite.

C'est précisément ce facteur qui manquait en février et mars derniers. Malgré les activités politiques bruyantes, les actions et organisations de masse indépendantes furent officiellement interdites pendant tout le mois de février. La configuration et les formes du mouvement étaient établies d'avance par la fraction maoïste, et les masses n'avaient qu'à suivre les directives tombées d'en haut.

Cet état de fait est sans mystère. Avant la Révolution Culturelle, la fraction maoïste avait de bonnes raisons pour être confiante dans le soutien de masse, car elle pouvait user du prestige de Mao lui-même, qui incarnait la victoire de la Troisième Révolution Chinoise. Mais la Révolution Culturelle produisit l'antithèse de la bureaucratie : l'extrême-gauche du mouvement rebelle des Gardes Rouges, qui fit appel à la destruction totale de l'Etat. Ce fut une leçon douloureuse pour la fraction maoïste. La conclusion évidente était que le mouvement de masse doit être placé à tout prix sous un contrôle très étroit; sinon les maoïstes courent le grand risque d'être dépassés par les événements.

C'est là que réside la faiblesse de la fraction maoïste, dans la mesure où elle essaye d'utiliser le mouvement de masse pour faire pression sur les fractions opposées ou sur les détenteurs du pouvoir. D'autre part, alors que les "partisans du retour en arrière" ne semblaient pas se rendre compte de cette faiblesse avant février 1976, à la fin du mois de février, cela leur apparut clairement. Par conséquent, un autre ton fut adopté en mars. Simultanément, les maoïstes atténuèrent la campagne en la réduisant à un seul objectif. Ils ne cherchaient plus à extirper du parti tous les "partisans de la voie capitaliste"; ils concentrèrent leurs attaques sur une seule personne, Teng Hsiao-ping. Mais les "partisans du retour en arrière" demeuraient puissants, leur base numérique et les postes qu'ils occupaient n'étant pas encore minés par la fraction maoïste. Le mouvement lancé par les maoïstes commença à perdre son élan. Tandis que le sort personnel de Teng Hsiao-ping était encore incertain, tout indiquait que la "continuation" de la Révolution Culturelle s'éteignait.

**BOLIVIE**

## **NOUVELLE ESCALADE DE LA REPRESSION**

L'armée a occupé six districts miniers. Arrestation de plusieurs dirigeants de la Fédération minière. Etat de siège. Grève Générale dans les mines et les Universités.

### **Antécédents de la mobilisation**

Réduction du service militaire et liberté de former ses Fédérations lycéennes (FES - Federación de estudiantas de Secundaria) avaient été les thèmes qui avaient mobilisé des milliers d'élèves dans les principales villes du pays.

Quand fut connue la mort de l'ex-président J. J. Torrez, alors s'est ajoutée la protestation à ce fait et la demande de rapatriement du corps, ce qui a augmenté les mobilisations étudiantes. Le gouvernement fit une répression sévère. A Oruro, le 8 juin, une manifestation de rue est mitraillée par des carabiniers et des unités de l'armée. La riposte à ce crime est la généralisation de la mobilisation estudiantine à tout le pays. La dictature a suspendu les cours dans tous les établissements scolaires, décrétant des "vacances d'hiver".

L'assassinat du Général J. J. Torrez a secoué tous les secteurs et a produit des grèves de protestation dans les mines et dans certaines usines, avec des proclamations de deuil et des demandes de rapatriement du cadavre. Banzer et sa camarilla ont agi, face à cette situation, de façon contradictoire, démontrant l'existence de désaccords et de conflits dans son appareil. D'abord, on s'est résolu à rapatrier le corps, on a déclaré le deuil national ; puis dans une déclaration, Banzer a dit que "les portes de la Bolivie étaient ouvertes à tous les Boliviens qui se sentaient persécutés à l'étranger". Mais, sitôt après, la dictature a dû rectifier. Devant l'impact qu'a produit la mort de Torrez, avec la demande des mineurs qu'il soit enterré dans les mines, les préparations des mobilisations pour participer à l'enterrement, etc. Banzer et ses généraux se sont inquiétés et ont annulé le rapatriement.

Le Congrès minier de Corocoro, réuni du 1er au 7 mai, après avoir ratifié ses thèses socialistes, a décidé de lutter pour une augmentation de salaires avec un minimum de 80 \$ B., qui est encore en-dessous du minimum vital et qui ne compense pas non plus les pertes de pouvoir d'achat produites par trois années de gel des salaires. Le délai donné au gouvernement courrait jusqu'au 17 juin.

Confrontée à cette situation, la dictature des gorilles fascistes a eu recours à la violence. Dans la matinée du 9 juin, la dictature, qui s'était efforcée de faire preuve d'autorité et d'obtenir le soutien populaire, a perdu la tête et a décidé l'état de siège et l'occupation militaire des districts miniers de Catavi, Siglo XX, Huanuni, Colquiri, Corocoro, Quechisla et San José.

On a arrêté des dirigeants de la Fédération Minière (FSTMB). On a également arrêté des universitaires à Sucre, Cochabamba, Onuro, La Paz.

### **La riposte ouvrière**

Les héroïques districts de Catavi-Siglo XX ont initié la contre-offensive ouvrière. La confrontation armée avec les militaires, dont le premier objectif était de réduire au silence les radio-émetteurs, a été évitée, mais dans le même temps, la grève était proclamée. Les travailleurs ont cessé le travail. Les dirigeants syndicaux se sont réfugiés à l'intérieur des mines, à des milliers de mètres sous terre; depuis les galeries, ils dirigent la résistance autour de la mise en avant des points suivants :

- 1) Retrait immédiat des forces militaires de tous les districts miniers.
- 2) Libération de tous les dirigeants de la FSTMB, d'autres dirigeants et des travailleurs et étudiants qui se trouvent détenus.
- 3) Remise des émetteurs-radio et plus particulièrement de la "Voix des mineurs", du "21 décembre" et de l'émetteur "Pio XII". Garanties pour leur fonctionnement.
- 4) Augmentation des salaires des travailleurs des mines.
- 5) Rapatriement immédiat de la dépouille de l'ex-président J. J. Torrez.

Les dirigeants de la FSTMB qui n'avaient pas été arrêtés ont reconstitué sa direction et le 13 juin, ils ont approuvé une résolution généralisant la grève à toutes les mines nationalisées et aux secteurs affiliés à cette fédération : immédiatement sont entrés en grève Huanuni, Potosi, San José, Colquiri et d'autres mines plus secondaires du secteur minier nationalisé. Les coopératives minières se sont pliées à la grève.

Des 9 universités du pays, 7 ont déclaré la grève générale illimitée en appui aux mineurs. Les usines les plus combattives ont également fait des grèves de 24 et 48 heures.

Banzer ne s'attendait pas à cette riposte ouvrière et populaire énergique. Dans son désespoir, il a fait tout ce qu'il a pu pour terroriser les grévistes mineurs. Les mines nationalisées ont été déclarées zones militaires et ses habitants, les mineurs, soumis au Code Pénal Militaire; on a menacé d'envahir les mines avec des "paysans armés" et, en ce

sens, on fabrique des communiqués et des résolutions au nom de prétendues organisations paysannes.

## Génocide contre Siglo-XX-Catavi

Pour éviter que les dirigeants syndicaux réfugiés à l'intérieur des mines continuent à diriger la résistance, les soldats ont été postés aux entrées, empêchant toute introduction de personnes et d'aliments; ils ont coupé le courant électrique et menacent de couper l'eau et l'aération. Les mineurs ont répondu avec davantage de fermeté.

Ensuite, pour réduire la population civile, les familles des mineurs totalisant près de 50.000 personnes dans plusieurs districts, on a fermé les magasins d'approvisionnement de vivres, on a coupé l'eau potable et la lumière électrique à tous les campements. Voilà un crime inouï qui ressemble à un génocide. Dans les campements miniers, en plus des travailleurs, il y a les femmes, les enfants, les retraités qui sont ainsi condamnés à la faim, aux maladies, sans mesures d'hygiène et d'asepsie.

Ce crime doit être condamné par tout le monde civilisé. Les organisations révolutionnaires du monde doivent élever leur voix pour condamner et dénoncer cette situation devant les organismes internationaux. Il faut préparer des commissions qui viennent en Bolivie pour appuyer les mineurs en lutte.

La dictature militaire, dans son essai pour diviser et briser la résistance minière, a décrété une augmentation des salaires, sous le nom de "rationalisation", qui fluctue entre 22 et 30 %, et prétend "dialoguer" avec la base. Avec cette prétention, après l'occupation militaire de Catavi, Banzer a visité ce district. Ce fut le désert. Après cette expérience, il s'est abstenu d'aller à Siglo XX et Huanuni.

## Solidarité internationale !

La lutte du peuple bolivien est dure. Mais la Bolivie est le pays d'Amérique Latine où la recomposition du mouvement ouvrier et de la gauche, après le coup militaire fasciste, a avancé le plus.

Il faut accorder une place importante à la situation de la Bolivie dans les préoccupations des organisations révolutionnaires et des masses dans le monde. Il est urgent d'organiser une campagne de dénonciation sur la situation en Bolivie, de populariser la lutte de ses travailleurs, spécialement les mineurs, des universitaires, et d'apporter son soutien.

La solidarité mondiale peut éviter l'isolement des centres miniers encerclés par l'armée. La solidarité internationale doit éviter l'isolement des masses boliviennes en lutte.

Huanuni, le 15 juin 1976

## ERRATAS

L'article "Le cours actuel de la Révolution mondiale" paru dans le No. 53 (10 juin 1976) d' "INPRECOR" contient quelques regrettables fautes de frappe qui faussent partiellement le sens de certains passages.

p. 10 - trois premières lignes de la thèse 6, il fallait lire "Cependant, bien que la défaite de la révolution mondiale durant la période de 1923 à 1943 ne fut pas complète objectivement en Union soviétique et en Chine, subjectivement... ", et non pas "fut complète objectivement... "

p. 11 - 1ère colonne, début du deuxième paragraphe, il fallait lire "A nouveau, ce paradoxe apparent ne peut être expliqué que par la dialectique des facteurs objectifs et subjectifs", et non pas "ne peut être expliqué par la dialectique des facteurs objectifs et subjectifs".

p. 13 - 1ère colonne, 13ème ligne depuis le haut, il faut lire "qualitativement" et non "quantitativement".

p. 15 - 2ème colonne, 2ème ligne sous la caricature, il faut lire "l'absence d'un rétablissement de la démocratie soviétique après 1921" à la place de "la faillite à revenir à la démocratie soviétique par la suite".

p. 17 - 2ème colonne, dernier paragraphe, 2ème ligne, il faut lire "dans le monde semi-colonial pris comme un tout" à la place de "dans la totalité du monde semi-colonial".

p. 19 - 1ère colonne, point d), dernière phrase, lire "ou toute nouvelle tension du côté des nationalités opprimées" et non "de toute nouvelle tension du côté...".



N° 7

revue  
de  
critique  
communiste

Hans Magnus-Enzemberger  
● Une critique de l'Écologie Politique

Sur un livre de Harry Rothman  
● Pollution : Providence meurtrière.

J. Paul Deléage  
● La Nature : un paradigme introuvable  
Bibliographie commentée

J. Marie Dumont  
● Environnement et luttes urbaines

Entretien avec Victor Leduc

Michel Lequenne  
● Continuité et discontinuité du « Lambertisme »  
(Contribution à l'histoire d'une dégénérescence)

10, impasse Guéméné.

Abonnement 10 numéros : 60 F.

DANS LES LIBRAIRIES « PROGRESSISTES » ET À LA LIBRAIRIE ROUGE.

(suite de la page 32)

les prix ont, depuis cette date, augmenté entre 50 et 150 % ! Le gouvernement doit accorder des subsides énormes à l'industrie alimentaire, à la paysannerie et au commerce, subsides qui, pour l'année en cours, dépassent l'équivalent de 2 milliards de dollars. Ce phénomène reflète la pression inflationniste et l'alimente à la fois.

L'échec de la politique inflationniste de Gierek ne réside pas dans le fait que le gouvernement n'avait pas prévu cet effet à long terme du blocage des prix, que les techniciens "gomulkistes" avaient souligné dès 1970. Il résulte essentiellement de l'échec d'une croissance de la production de biens de consommation parallèle à la hausse des revenus nominaux des masses laborieuses. Le tournant vers une politique d'accélération de la croissance et des investissements n'a pas eu les retombées escomptées en matière d'expansion de la production et de la commercialisation des biens de consommation. Une fois de plus, c'est là que se situe le talon d'Achille de la planification bureaucratique.

Subsidiairement, l'économie polonaise a payé son tribut à l'inflation internationale et notamment à la hausse du pétrole et d'autres matières premières importées, hausse particulièrement virulente pendant les années 1972-1973 et que les rajustements des prix au sein du COMECON, dorénavant annuels, ont surtout répercuté en 1974-1975. Les exportations polonaises furent de même frappées par les effets de la récession. C'est un dur rappel aux partisans de la théorie du "socialisme dans un seul pays" qu'il leur est impossible de s'isoler complètement des perturbations du marché mondial, même si la dynamique totalement divergente de la production et de l'emploi en Pologne en 1974-75, par rapport à celle des pays capitalistes d'Europe, permettent de souligner avec éclat le caractère non-capitaliste de l'économie polonaise.

Il ne sera donc pas possible à la bureaucratie d'annuler simplement et durablement les hausses des prix comme elle avait été obligée de le faire en 1970. La concession faite par le gouvernement Jarociewicz le soir même du premier jour de grève doit être considérée comme une concession temporaire. Elle fut imposée avant tout par la nécessité d'éviter coûte que coûte une extension des grèves et une collision sanglante entre travailleurs et forces de répression, aussi longtemps que siégeait la conférence des PC européens à Berlin-Est. Le risque de voir Santiago Carrillo, Berlinguer ou même Marchais, sous la pression des travailleurs et de la situation politique de leurs propres pays prendre publiquement la défense des travailleurs polonais était suffisamment réel pour Brejnev, Gierek et Cie., pour que la bureaucratie polonaise fasse tout pour l'éviter.

Une fois la conférence de Berlin-Est terminée, le ton se durcit à Varsovie. Sans doute l'aboutissement auquel on espère arriver est un compromis qui, sans en revenir aux hausses initialement prévues, en réintroduit au moins certaines. Les ouvriers obtiendraient quelque chose, mais le gouvernement freinerait quand même le processus inflationniste.

Ceci est d'autant plus indispensable pour la bureaucratie que l'inflation et les difficultés de ravitaillement sont largement répandues dans toute l'Europe orientale et en URSS. Des concessions spectaculaires aux travailleurs polonais en ces domaines devraient être en partie payées par les économies des autres pays du COMECON. Elles risqueraient de toute évidence de provoquer dans ces pays la prise de conscience par le prolétariat que "la lutte paye". Elles pourraient donc y provoquer des grèves et des manifestations avec des buts analogues à ceux poursuivis par les travailleurs polonais. Tout cela signifie qu'il y aura une énorme pression du Kremlin sur Varsovie, pour qu'on n'aille pas trop loin dans les concessions durables aux grévistes.

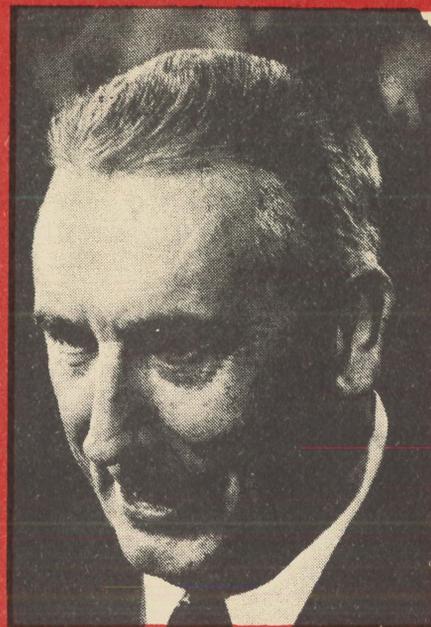
Par ailleurs, la bureaucratie n'a plus en réserve une carte "Gomulka" comme en 1956, ou "Gierek" comme en 1970. Il n'y a aucune personnalité politique du POUP qui combine une popularité relative chez les travailleurs avec une confiance qu'il continue à inspirer à une partie de l'appareil bureaucratique, pour pouvoir canaliser un puissant mouvement de masse vers un simple changement de sommet au sein de la bureaucratie. Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que Gierek se soit prudemment tenu à l'arrière-plan des événements des dernières semaines, qu'il ne se soit publiquement engagé ni pour la hausse des prix ni pour leur suppression. C'est lui qui est resté "en réserve de la bureaucratie".

Celle-ci a esquissé une opération de "reprise en mains" par la voie politique, c'est-à-dire une combinaison du matraquage idéologique des mass-media et des meetings et séances d'agitation. Les résultats immédiats ne semblent pas très convaincants, vu le comportement pour le moins hésitant des membres du parti mobilisés notamment lors du grand meeting d'appui au gouvernement, de Varsovie. Reste à voir si les travailleurs sont prêts à aller plus loin cette fois déjà, ou s'ils se contentent, pour le moment, d'un simple coup de semonce.

Nous publierons dans le prochain No. d' "Inprecor" une analyse plus détaillée des grèves et événements en Pologne.

Note : (1) POUP : Parti Ouvrier Unifié de Pologne.

# LA CLASSE OUVRIERE DIT NON !



EDWARD GIEREK

Pour la troisième fois depuis vingt ans, la classe ouvrière polonaise est passée à l'action directe pour défendre ses intérêts contre la bureaucratie. Cette continuité dans la combativité est elle-même un facteur important qui explique, du moins en partie, la situation politique différente en Pologne par rapport à celle des autres "démocraties populaires", à l'exception, bien sûr, de la Yougoslavie.

Bien que chaque fois, la classe ouvrière polonaise ait été frustrée d'une partie plus ou moins importante des gains obtenus par ses luttes directes, elle n'a pas le sentiment d'avoir lutté en vain, ni d'avoir été écrasée ou même défaite dans la lutte. Le sentiment de force et de confiance en elle-même qui s'en dégage limite la liberté de manœuvre de la bureaucratie. Il détermine également un niveau de conscience de classe supérieur du prolétariat polonais par rapport à celui de la classe ouvrière de la plupart des autres "démocraties populaires" et de l'URSS.

Comme lors des grèves des ports baltiques de décembre 1970, les observateurs étrangers impérialistes eux-mêmes ont dû souligner, cette fois encore, l'absence de mots-d'ordre ou de thèmes de type anti-communiste parmi les grévistes et manifestants de juin 1976. Même la mise à sac du local du POUP (1) à Ransom prit un aspect particulier, marqué par la nature de classe prononcée de l'action des travailleurs polonais.

Comme lors des grèves de Poznan en 1956 et lors des grèves des ports de la Baltique en 1970, cette fois encore l'initiative est partie d'une usine particulière, l'usine de tracteurs URSUS à Varsovie. Comme en 1956 et en 1970, l'emploi de formes de lutte qui brisent la ten-

tative de la bureaucratie d'isoler les grévistes et même de cacher la grève à l'ensemble du prolétariat, a été couronné d'un succès immédiat. La solidarité ouvrière a commencé à jouer presque instantanément. Le mouvement s'est étendu.

Le détonateur de la grève fut le même en juin 1976 qu'en décembre 1970 : une hausse des prix des biens de consommation qui équivaut à une baisse brutale du niveau de vie des masses. En décembre 1970, la riposte des travailleurs avait obligé la bureaucratie à faire machine arrière en matière de hausse des prix. En même temps, elle fut amenée à substituer Gierek à Gomulka, qui n'avait plus conservé un atome de la grande popularité acquise en 1956, lorsqu'il s'identifia en partie avec la révolte des masses, y compris avec la légitimité des grèves. Il est peu probable qu'on assistera à une répétition pure et simple du scénario de 1970, et ce pour deux raisons fondamentales.

D'abord, sur le plan purement économique, l'économie polonaise ne dispose plus des réserves d'accroissement du taux de croissance, qui permirent de restocker en partie les concessions que le régime de Gierek fit aux travailleurs après les grèves de décembre 1970. Cette résorption n'a d'ailleurs réussi que partiellement, et de moins en moins, au fur et à mesure que le temps s'écoulait et que le projet économique initial de Gierek se heurtait à des obstacles de plus en plus difficiles à surmonter. Pour bloquer le prix des produits de première nécessité à un niveau ne différant pas essentiellement de celui de décembre 70 - c'est-à-dire un des plus bas, sinon le plus bas d'Europe ; dans les pays capitalistes européens,

(suite à la page 31)